

LA LIBERTÉ

AVIS

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire le 31 décembre de le renouveler au plus tôt, afin de ne pas éprouver de retard dans la réception du journal.

Le nouvel impôt de 30 0/0 qui frappe actuellement le papier destiné à l'impression des journaux nous oblige à modifier légèrement nos prix pour les abonnements de trois et de six mois; mais cette faible augmentation n'affectera point le prix de l'abonnement à l'année, qui reste fixé à 40 francs comme par le passé.

Le nouveau tarif ci-après sera appliqué le 1^{er} janvier prochain :

Un an, 40 fr.; 6 mois, 24 fr.; 3 mois, 13 fr.

A partir du 1^{er} janvier, la *Liberté* publie, au bas de sa quatrième page, le programme de tous les spectacles de Paris, avec les noms des acteurs.

A la demande d'un grand nombre de nos abonnés, nous publierons désormais sans interruption le tableau quotidien des faillites pour le département de la Seine.

LES TÉLÉGRAMMES

Angleterre

Londres, 31 décembre, soir.
L'Observateur annonce que M. Denison, le speaker (président) de la Chambre des communes recevra le titre de vicomte en quittant le fauteuil présidentiel.

Le prince de Galles souffre un peu moins de sa douleur; sa situation n'a pas changé.

France

Londres, 1^{er} janvier.
L'augmentation du revenu public a été, pour l'année 1871, de 30,156 millions sterling. Le gouvernement a notifié que les porteurs de bons 5 0/0 qui désiraient recevoir en Europe le paiement des intérêts du semestre devaient en faire la déclaration aux agences des banques impériales ottomanes jusqu'au 9 février 1872.

Le Morning Post annonce que le roi de Siam a résolu de visiter le vice-roi des Indes et quelques-unes des possessions britanniques de l'Inde, d'abord, afin de montrer ainsi son désir de resserrer les relations amicales qu'il a toujours entretenues avec l'Angleterre. Le roi de Siam est parti dans ce but le 29 novembre dernier.

Espagne

Madrid, 31 décembre, soir.
Contrairement aux renseignements publiés par quelques journaux de l'opposition, il n'y a aucune crise ministérielle.

Le conseil des ministres s'est réuni ce soir. Des avis de New-York ont parlé d'une proclamation du capitaine général de Cuba, comte Balaguer, mettant hors la loi tous ceux qui, à l'avenir, favoriseraient l'insurrection de Cuba, proclamation qui aurait causé une grande excitation aux Etats-Unis. Aucune nouvelle de cette proclamation n'est parvenue au gouvernement espagnol, qui a reçu aujourd'hui même des nouvelles satisfaisantes de Cuba.

On parle depuis quelques jours du remplacement de M. Roberts, ministre d'Espagne aux Etats-Unis. Rien de définitif n'est encore arrêté à ce sujet; mais si M. Roberts doit être remplacé, son successeur sera le contre-amiral Polo, marin et homme d'état, qui ne peut qu'être parfaitement accueilli aux Etats-Unis; car à la suite de services extraordinaires le Congrès américain lui a décerné le titre de citoyen des Etats-Unis.

(Agence Havas.)

PARIS, MARDI 2 JANVIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Nous trouvons, dans un journal de province, le texte d'une circulaire adressée par M. le ministre de l'intérieur à MM. les préfets et relative aux prochaines élections complémentaires à l'Assemblée nationale.

M. Casimir Périer invite ces hauts fonctionnaires à blâmer hautement « les nombreuses abstentions qui ont, dans ces derniers temps, affligé les amis du pays », et à faire les plus énergiques efforts pour convaincre leurs administrés que « sans leur concours actif, sans un réveil de l'esprit public, le pouvoir ne peut, à lui seul, réparer les maux de la France, lui rendre le repos et la sécurité ».

Le réveil de l'esprit public, voilà l'œuvre ingrate à laquelle s'acharne, depuis un an, toute la presse libérale et conservatrice. Nous n'avons cessé de le répéter au pays : il ne suffit point d'avoir secoué le joug du despotisme, il ne suffit point de lui avoir substitué un gouvernement impersonnel; tout cela ne sera qu'un simple changement d'étiquette, si, sous la République, les citoyens appelés à se gouverner eux-mêmes se renferment volontairement dans l'indifférence à laquelle, sous l'Empire, les avait poussés l'insécurité de la lutte contre le plus absorbant des pouvoirs.

« Un peuple maître du choix de ses mandataires, est maître de ses destinées, dit en terminant M. le ministre de l'intérieur. Il les compromet et perd le droit de se plaindre, s'il déserte le scrutin, et si, désintéressé de la chose publique, il croit trouver dans une inerte abdication de tout effort les biens qu'il n'a le droit d'acquiescer qu'à force d'énergie et de patriotisme ».

Conservateurs, vous êtes maîtres des destinées de la France, car vous êtes la majorité. Laissez-vous usurper votre souveraineté par ces minorités turbulentes dont la hardiesse croît à proportion de vos défaillances? Attendez-vous pour les combattre qu'ils les faille vaincre par les armes, quand, maîtres des pouvoirs électifs, elles n'en auront usé que pour jeter la France dans les horreurs d'une nouvelle guerre civile?

Le bruit s'était répandu, il y a quelques jours, que M. Motu, à la suite de sa mise en état de cessation de paiements, avait donné sa démission de membre du conseil municipal de Paris. Ce bruit, quoique très vraisemblable, n'était pas fondé. M. Motu écrit à ses collègues du Luxembourg qu'il n'entend point, quant à présent, se séparer d'eux, et qu'il a confiance que « le malheur imité » de la perte de ses droits de citoyen ne l'atteindra pas.

M. Motu réclame, tacitement, le bénéfice de la loi du 22 avril 1871, actuellement encore en vigueur, et dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Les suspensions ou cessations de paiements survenues depuis le 1^{er} juillet 1870 jusqu'au 31 décembre 1871 (par suite d'une récente prorogation, c'est jusqu'au 31 mars 1872 qu'il faut lire) ne privent pas les dispositions du livre III du Code de commerce ne reçoivent la qualification de faillite et n'entraînent les incapacités attachées à la qualification de faillite que dans le cas où le tribunal de commerce refuserait d'homologuer le concordat, ou, en l'homologuant, ne déclarerait pas le débiteur affranchi de cette qualification ».

M. Motu est-il bien sûr d'obtenir son concordat? Le nombre et l'acharnement de ses créanciers ne doit guère lui laisser d'illusions à cet égard.

Une dépêche datée de Rome, 1^{er} janvier, nous apprend que le général Pralomo, aide de camp de Victor-Emmanuel, s'étant présenté, le 31 décembre, au Vatican pour féliciter le pape au nom du roi son maître, a été reçu par le cardinal Antonelli, qui lui a dit que « par suite d'une légère indisposition Sa Sainteté ne pouvait le recevoir ».

La banalité du prétexte invoqué ne permet aucun doute sur le caractère que Pie IX a voulu manifester en imprimant à sa réponse au « gracieux message » du roi d'Italie. Il n'y a pas à s'y méprendre : c'est un affront au roi qui a subi le général Pralomo. Cet affront était-il mérité? Beaucoup de gens le pensent; car, quelle qu'ait été l'intention de Victor-Emmanuel en envoyant ses « félicitations » au pape, il est, de prime abord, bien difficile de ne point voir dans cette démarche une amère ironie. Le « prisonnier du Vatican » ne considère-t-il pas le roi d'Italie comme un odieux geôlier des libertés de l'Eglise?

La même dépêche annonce que les cochers de Rome se sont mis en grève, hier, à la suite d'un nouveau règlement municipal.

Dans toute l'Italie en général, et à Rome en particulier, les voitures rentrent dans la catégorie des objets de première nécessité. Les cochers forment une corporation redoutable; ils proclament eux-mêmes qu'ils ont fait toutes les révolutions, et cette prétention n'a rien d'exagéré; ils exercent sur les malheureux voyageurs une véritable tyrannie, et les municipalités se sont toujours montrées envers eux complaisantes jusqu'à servilisme.

La municipalité romaine aurait-elle commencé de résister contre cette déplorable tradition? La dépêche que nous venons de mentionner nous autorise à le croire. Quoiqu'il en soit, la grève des cochers causera dans Rome une singulière émotion. A cette époque de l'année, les étrangers y affluent, et il n'est pas un qui ne se soit proposé, comme l'un des principaux buts de son voyage, la visite des ruines. Or, les ruines sont à une telle distance de la ville moderne qu'il est impossible de songer à s'y rendre à pied.

Il est donc probable que la municipalité romaine, contrainte par l'impénitence des visiteurs, sera forcée de céder, cette fois, et d'ajourner l'accomplissement de la souhaitable réforme qu'elle paraît avoir entreprise.

LE MONOPOLE

DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

Préface

Nous nous proposons de publier prochainement une série d'articles sur le monopole des Compagnies de chemins de fer. Les réclamations contre le service des Compagnies, fréquentes en tous temps, ont pris, depuis les derniers événements, un caractère de généralité qui provoque dans l'opinion publique de légitimes inquiétudes sur la marche présente et future des affaires du pays.

Les Compagnies de chemins de fer ont un monopole qui leur procure de très grands avantages. Il a été pour elles, depuis leur origine, une source de richesse et de puissance.

Ce monopole leur impose aussi, à l'égard du pays, de graves devoirs, notamment celui de fournir à la population, en tous temps et en toutes circonstances, les moyens matériels d'effectuer ses transports.

Comment en serait-il autrement?

Les Compagnies ont accaparé tout le trafic de transport susceptible de se produire sur les lignes qu'elles desservent. Elles y sont parvenues soit par le simple effet résultant de ce que leurs moyens d'action sont supérieurs à tous autres, soit par l'inflexible rigueur qu'elles ont mise à élever, même au prix de sacrifices, toute concurrence étrangère. C'est le fait général. Si sur quelques voies navigables, certaines marchandises encombrantes leur échappent, ni leur trafic, ni leurs bénéfices d'exploitation n'ont à en souffrir d'une manière notable.

Ainsi les Compagnies sont seules maîtresses du terrain qu'elles exploitent; seules elles font le transport des hommes et des choses dans les régions qu'elles traversent. La vie industrielle et commerciale du pays est toute entière, on peut le dire, sous la dépendance absolue des Compagnies de chemins de fer.

Dans cet état de choses, est-il admissible que les chemins de fer puissent un seul jour manquer à leur mission?

Qu'on suppose, nous ne dirons pas un arrêt, mais une simple insuffisance dans les moyens de transport d'une Compagnie de chemin de fer; aussitôt, par une succession d'effets nécessaires, les marchandises s'accumulent, les gares sont encombrées, les matières premières n'arrivent pas dans les centres industriels ou agricoles, les produits ne parviennent pas sur les marchés, le travail languit, les ateliers chôment, la production se ralentit, la consommation n'est pas satisfaite, les complications de toutes sortes surgissent, et si cette situation précaire et anormale a une certaine durée, le pays peut en éprouver de grandes souffrances.

Au point de vue des souffrances que les notables éprouvent, elles sont dues à l'insuffisance ou les Compagnies de chemins de fer se trouvent, depuis quelque temps, de transporter tout le trafic que le public leur a livré.

De tous les troubles survenus dans la vie régulière de la France à la suite des derniers événements, il n'en est pas de plus long à disparaître que celui survenu dans les chemins de fer. Les Compagnies sont dans le plus complet désarroi. Leurs gares regorgent de marchandises à transporter, et les insuffisances de matériel causées par les pertes de la guerre sont si lamentablement comblées, que le trop plein du trafic ne parvient pas à s'écouler; de telle sorte que les nouvelles expéditions à faire, celles qui proviennent du mouvement normal et régulier des transactions journalières, viennent se heurter contre l'encombrement général des lignes et subissent des retards causés par la nécessité d'attendre leur tour.

Quand verra-t-on la fin de cet embarras? Quand les lignes de chemin de fer reprendront-elles le cours normal et régulier de leur service? Certaines Compagnies, dit-on, affirment que pendant une année au moins les besoins du public dépasseront leurs moyens d'action. Sommes-nous même certain que dans un an, l'ordre sera rétabli? Des commandes de matériel non-lant sont faites, des wagons nouveaux seront livrés dans certains délais; les quantités transportées chaque jour iront sans cesse en augmentant.

Voilà les assurances que les Compagnies ne cessent de donner pour calmer les inquiétudes générales. Est-ce suffisant? Quelle preuve avons-nous que ces Compagnies ont fait tout ce qu'il fallait faire pour rétablir dans le délai le plus court possible l'écoulement régulier de leur trafic? Elles ont fait des commandes de matériel roulant; ces commandes sont-elles suffisantes? Les Compagnies ont-elles frappé à toutes les portes? Ont-elles su s'imposer des sacrifices

pour obtenir du matériel même à prix élevé, soit en obtempérant aux exigences des constructeurs, soit en faisant des commandes en pays lointain? Leur intérêt, dira-t-on, nous est garant qu'il en est ainsi.

Mais si elles ont plus d'avantage à ce que le matériel soit payé moins cher et arrive plus lentement, qu'advient-il, dans ce cas, des intérêts du pays? Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, quelles preuves avons-nous que les Compagnies ne se soient pas même trompées dans leur calcul, qu'elles aient bien pris toutes les mesures commandées par les besoins de tous? Ne sommes-nous pas entièrement à leur merci; et si elles ont mal administré, soit au point de vue de leur intérêt propre, soit au point de vue de l'intérêt public, n'est-ce pas sur le pays que leurs fautes retombent? N'est-ce pas nous qui sommes atteints dans nos intérêts? Et cette situation de victimes que nous devons subir sans avoir rien fait pour la mériter, rien pu faire pour la prévenir, ne montre-t-elle pas que les Compagnies sont maîtresses de nos destinées, qu'elles nous dominent, qu'elles exercent sur nos biens, sur nos personnes un pouvoir excessif contre les exigences ou les erreurs duquel il importe d'être désormais protégé?

Cette dépendance absolue dans laquelle le pays se trouve placé vis-à-vis des Compagnies, maîtresses de ses destinées économiques, cette impuissance du commerce et de l'industrie à améliorer les conditions de transports auxquelles sont intimement liées leur vie et leur prospérité, portent naturellement les esprits, dans un moment surtout où ces inconvénients impriment aux temps que nous traversons une gravité nouvelle, à reprendre la question des chemins de fer, à l'analyser sous ses diverses phases pour y découvrir les causes du mal, et, s'il est possible, essayer d'y porter un remède efficace.

C'est cette étude que nous nous proposons d'entreprendre prochainement.

Nous remonterons à l'origine des Compagnies; nous redirons sur quels principes elles ont été fondées, sur quelles bases elles ont été assises; nous rappellerons leur but, leur mission, leurs promesses. Nous examinerons dans quelle mesure elles ont répondu au vœu du pays; nous établirons les services qu'elles ont rendus; nous dirons aussi ceux qu'elles auraient pu rendre, et nous examinerons avec un soin tout particulier si les imperfections que nous pourrions faire ressortir sont passagères, superficielles, susceptibles d'être rectifiées, ou s'il faut les attribuer à des vices fondamentaux, profonds et incurables. Nous rechercherons enfin s'il convient de continuer à vivre sur les anciens errements, en introduisant des améliorations sur tous les détails perfectibles, ou s'il n'y a pas un intérêt capital pour le pays à réformer de fond en comble le régime des chemins de fer.

C'est cette étude que nous entreprendrons ici dans quelques jours.

STEPHENSON.

La Démission de Mgr Dupanloup

Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans, cesse de faire partie de l'Académie française, dont il était membre depuis le mois de mai de l'année 1851.

Cette résolution a été notifiée de la manière suivante à M. Legouvé, directeur de l'Académie :

Paris, le 30 décembre 1871.

Monsieur le directeur,

Je ne puis plus avoir l'honneur de faire partie de l'Académie française. Veuillez bien lui faire agréer ma démission, et veuillez

agréer vous-même l'hommage de ma parfaite considération.

FÉLIX, évêque d'Orléans.

La résolution que vient de prendre Mgr Dupanloup ne saurait nous surprendre. L'honorable évêque d'Orléans, en acceptant un fauteuil à l'Académie, a dû se méprendre sur le caractère de cette institution. L'Académie française est une réunion d'esprits distingués, de politiques, de poètes, de littérateurs, de savants qui, dans l'élection de ses membres, n'admet aucune exclusion systématique; qui respecte toutes les opinions et qui n'a jamais affiché aucune préférence spéciale pour tel ou tel système, pour telle ou telle religion.

Nous n'avons ni le temps ni la volonté de refaire ici l'histoire de l'Académie; mais tout le monde sait, sans qu'il soit besoin d'évoquer une série de contrastes bien connus que, depuis deux cents ans, il s'est trouvé dans son sein des libres penseurs, des matérialistes, des athées et des catholiques; il y avait nombre d'abbés à l'Académie, quand Voltaire, chantre de la *Pucelle*, et Crébillon, auteur du *Sophia*, y furent admis; et, à divers degrés, l'Académie a toujours présenté le spectacle de ces disparates dans son sein.

Mgr Dupanloup savait tout cela quand il prit la résolution de se présenter aux suffrages de l'Académie; il savait que, longtemps exclu, Voltaire avait fini par forcer les portes de cette même Académie qui l'avait tant de fois repoussé. Mais, à vrai dire, l'évêque d'Orléans, consultant plutôt son courage et son tempérament d'apôtre que la marche des idées de son temps, s'était flatté de régénérer l'Académie et d'exclure à jamais de son sein par son influence, par la vigueur de ses polémiques, par l'affirmation de ses opinions religieuses, les libres penseurs, les matérialistes, les athées. On n'a pas oublié qu'en 1803, quand se produisit pour la première fois la candidature de M. Littré, en compagnie de celle de MM. Taine, Renan et Maury, Mgr Dupanloup, dans un écrit à sensation, connu sous le titre d'*Avertissement aux pères de familles*, fit échouer avec éclat la candidature de l'auteur du *Dictionnaire de la langue française*.

L'admission de M. Littré, malgré une note récente de Mgr Dupanloup dénonçant son futur collègue comme matérialiste et athée, les 14 voix données à M. About, dont Mgr Dupanloup flétrissait en pleine chaire les « calomnies vomies par une plume impure » constituent un grave échec pour l'évêque d'Orléans et tendent à vrai dire difficile, pour ne pas dire impossible, sa présence à l'Académie.

Si la prudence est une des vertus cardinales de l'épiscopat, Mgr Dupanloup aurait dû prévoir ce qui arrive aujourd'hui.

Mgr Dupanloup, il nous en souvient, inspirait une certaine défiance à Rome au moment même où il défendait avec tant de chaleur le pouvoir temporel du pape, « il s'emporte et va trop loin; c'est un tempérament; son zèle est inconsidéré; il nous interdit la voie des transactions; les chefs d'attaque ont leur valeur; mais, pris dans les rangs de l'épiscopat, ils sont toujours dangereux, parce qu'il est impossible de les désavouer et de modérer leur zèle ».

Ces paroles d'un cardinal très éclairé nous reviennent en mémoire à propos de la démission de Mgr Dupanloup. Et malgré tout le respect que nous inspiront son caractère, sa personnalité, son patriotisme, nous lui reprochons d'avoir fait au clergé de France une situation impossible, de lui avoir fermé les portes de l'Académie. Quel abbé, quel évêque osera désormais accepter le fauteuil que l'adversaire de M. Littré vient de quitter si brusquement?

JULES DE PRÉCY.

DERNIÈRE HEURE

Le comité libéral républicain des Bouches-du-Rhône, uni aux divers comités représentant l'opinion modérée dans ce département, porte pour candidats aux élections législatives du 7 janvier prochain M. Roux-Laroy, et M. le ministre des travaux publics, et M. L. Simonin, notre collaborateur.

Nous apprenons que les nominations suivantes dans la marine ont été signées par le ministre.

Ingénieur de 1^{re} classe : M. Antoine. Capitaines de vaisseau : MM. Azan, Sauze, Morier, Vallon.

Chefs de bataillon dans l'infanterie de marine : MM. Bichot, Brien, Fontnouvelle, Brizard, Bourchet.

De plus, les capitaines de vaisseau Roret et Leblanc ont été faits commandeurs de la Légion d'honneur.

Nous avons le regret d'annoncer la mort de notre collaborateur M. Tadié. Chargé pendant longtemps de la rédaction commerciale de la *Liberté*, notre ex-collègue, qui n'avait cessé d'être notre ami, est mort en quelques heures d'une fièvre typhoïde. Ses obsèques ont eu lieu ce matin.

Ce bruit semble se confirmer, toutefois, en dépit de nos démarches, nous n'avons pu nous procurer ce document que les partisans de la candidature de M. Vautrain réclament avec une juste impatience, désireux de connaître au moins les opinions politiques du candidat de leur choix.

Les nouvelles de la santé de Mazzini sont toujours graves. La faiblesse du malade est toujours grande au point qu'on redoute un épuisement général qui laisserait sans efficacité les remèdes qui lui sont administrés.

BOURSE DU 2 JANVIER	Précéd. clôture	Premier cours	Plus haut	Dernier cours	BOURSE	Précéd. clôture	Premier cours	Plus haut	Dernier cours
3 0/0	95 50	95 50	95 50	95 50	Orléans	315	315	315	315
4 1/2 0/0	96 50	96 50	96 50	96 50	Orléans	315	315	315	315
5 0/0	97 50	97 50	97 50	97 50	Orléans	315	315	315	315
6 0/0	98 50	98 50	98 50	98 50	Orléans	315	315	315	315
7 0/0	99 50	99 50	99 50	99 50	Orléans	315	315	315	315
8 0/0	100 50	100 50	100 50	100 50	Orléans	315	315	315	315
9 0/0	101 50	101 50	101 50	101 50	Orléans	315	315	315	315
10 0/0	102 50	102 50	102 50	102 50	Orléans	315	315	315	315
11 0/0	103 50	103 50	103 50	103 50	Orléans	315	315	315	315
12 0/0	104 50	104 50	104 50	104 50	Orléans	315	315	315	315
13 0/0	105 50	105 50	105 50	105 50	Orléans	315	315	315	315
14 0/0	106 50	106 50	106 50	106 50	Orléans	315	315	315	315
15 0/0	107 50	107 50	107 50	107 50	Orléans	315	315	315	315
16 0/0	108 50	108 50	108 50	108 50	Orléans	315	315	315	315
17 0/0	109 50	109 50	109 50	109 50	Orléans	315	315	315	315
18 0/0	110 50	110 50	110 50	110 50	Orléans	315	315	315	315
19 0/0	111 50	111 50	111 50	111 50	Orléans	315	315	315	315
20 0/0	112 50	112 50	112 50	112 50	Orléans	315	315	315	315
21 0/0	113 50	113 50	113 50	113 50	Orléans	315	315	315	315
22 0/0	114 50	114 50	114 50	114 50	Orléans	315	315	315	315
23 0/0	115 50	115 50	115 50	115 50	Orléans	315	315	315	315
24 0/0	116 50	116 50	116 50	116 50	Orléans	315	315	315	315
25 0/0	117 50	117 50	117 50	117 50	Orléans	315	315	315	315
26 0/0	118 50	118 50	118 50	118 50	Orléans	315	315	315	315
27 0/0	119 50	119 50	119 50	119 50	Orléans	315	315	315	315
28 0/0	120 50	120 50	120 50	120 50	Orléans	315	315	315	315
29 0/0	121 50	121 50	121 50	121 50	Orléans	315	315	315	315
30 0/0	122 50	122 50	122 50	122 50	Orléans	315	315	315	315

REPORTS. — Fin courant.	Précéd. clôture	Premier cours	Plus haut	Dernier cours
3 0/0	95 50	95 50	95 50	95 50
4 1/2 0/0	96 50	96 50	96 50	96 50
5 0/0	97 50	97 50	97 50	97 50
6 0/0	98 50	98 50	98 50	98 50
7 0/0	99 50	99 50	99 50	99 50
8 0/0	100 50	100 50	100 50	100 50
9 0/0	101 50	101 50	101 50	101

RÉCEPTION A VERSAILLES

Le 31 décembre, à onze heures un quart, le président de la République, accompagné de tous les ministres et de M. Barthélemy Saint-Hilaire, entra dans la cour du château. Le cortège était précédé, dans l'avenue de Paris, d'un peloton de cuirassiers, qui s'est arrêté sur la place d'Armes. Un peloton de gendarmes a continué jusqu'à la porte de la présidence de l'Assemblée.

M. Grévy et les membres des bureaux attendaient M. Thiers à la porte du salon de la présidence. L'entrevue a été très cordiale, mais il n'y a pas eu de discours.

A midi moins le quart, le président de la République rentrait à la préfecture avec le même cérémonial.

Dix minutes après, M. Grévy et le bureau arrivaient. Il y a eu, comme la première fois, échange de paroles amicales et de politesses, mais aucun discours.

Après la réception de M. Grévy, au lieu d'aller des députés, ceux-ci sont venus en grand nombre et de toutes nuances, mais un à un ou par groupes, et non pas en corps. Le président de la République s'est mêlé à eux, servant la main à ceux qu'il connaissait particulièrement, et recevant les souhaits de tous. Les félicitations qui ont été adressées à M. Thiers dans ces causeries intimes ont été très chaleureuses et portaient le cachet de la sincérité.

L'issue de la dernière lutte parlementaire soutenue par le gouvernement semblait avoir produit une détente complète dans les rapports de M. Thiers et de l'Assemblée, rapports qui semblaient, ces derniers jours, un peu contraincts.

Le duc d'Aumale et le prince de Joinville n'ont pas paru à la réception, mais on a remarqué la présence de plusieurs de leurs amis qui ont assuré M. Thiers de leur dévouement et ont protesté vivement que, dans la récente discussion sur la Banque, il n'y avait eu, de leur part, aucune arrière-pensée politique, mais un simple dissentiment financier.

En somme, la réception des députés a laissé chez tout le monde la plus heureuse impression, et l'on est visiblement satisfait, dans les régions gouvernementales, de la cordialité qui y a régné.

Les autres réceptions ont suivi, conformément au programme publié par le *Journal officiel*.

Quand le tour de l'armée de Versailles est arrivé, on a assisté à un peu de défilé. M. Thiers a serré la main à tous les officiers qu'il connaissait.

Pendant toutes ces réceptions, les ministres étaient dans le salon de M. Thiers, ainsi que les chefs-majors du général de Cissey et de l'amiral Pothuau.

Versailles, 1^{er} janvier, soir.

Aujourd'hui, à midi un quart, le corps diplomatique a été reçu par M. Thiers. L'assistance était plus nombreuse qu'elle ne l'a jamais été en pareille circonstance : elle se composait de cent personnes environ. Plusieurs ambassadeurs, lord Lyons et M. S. de Olazaga entre autres, avaient amené tout le personnel de leur ambassade ; M. Nigra était accompagné de trois attachés.

Contrairement à ce qui se passait d'habitude, le nonce n'a pas pris la parole au nom du corps diplomatique. Chaque chef d'ambassade ou de légation a présenté son personnel et s'est adressé directement à M. Thiers qui a répondu à chacun, sans que les paroles échangées aient pris les proportions de l'importance d'un discours.

M. Thiers a même affecté, si l'on peut dire, de parler à voix basse de manière à ne pas sortir du ton et des allures d'une simple conversation.

Dans son entretien avec M. S. de Olazaga, M. Thiers lui a dit qu'il faisait des vœux pour la prospérité de l'Espagne et de sa dynastie. M. le prince de Metternich qui avait présenté la veille ses lettres de rappel n'assistait naturellement pas à cette cérémonie. L'absence de M. d'Arnim quoiqu'elle soit facilement explicable a donné lieu à certains commentaires qui tombent d'eux-mêmes devant le simple exposé des faits.

M. d'Arnim est en mission à Versailles, mais il n'a pas de titre régulier, il n'est pas officiellement accrédité auprès du gouvernement français, il n'a pas même encore été relevé de ses fonctions d'ambassadeur de Prusse à Rome ; il ne pouvait donc pas figurer dans une cérémonie officielle parmi les diplomates accrédités auprès du gouvernement.

Il avait d'ailleurs écrit à M. Thiers pour lui exprimer son regret de ne pouvoir (pour toutes ces raisons) se joindre à ses collègues.

Après le départ des membres du corps diplomatique, les réceptions ont continué dans l'ordre indiqué par le *Journal officiel*. C'étaient les députations des ministères, de l'Institut, des grandes administrations des pré-

fectures de la Seine et de Seine-et-Oise, des conseils municipaux de Paris et Versailles, des conseils généraux de Seine et Seine-et-Oise, des tribunaux, des cours d'appel, de cassation, des comités, du conseil d'Etat, des différents clergés de Paris, et enfin de l'armée de Paris.

Deux discours ont été prononcés, l'un par M. de Gilardin, au nom de la cour d'appel de Paris, l'autre par M. Franck, de l'Institut, au nom du consistoire israélite. M. Thiers, qui avait pris pour règle de ne prononcer aucun discours, s'est contenté de dire quelques mots.

Le maréchal Mac-Mahon s'est tenu constamment, comme la veille, auprès du président de la République, ainsi que tous les ministres et M. Barthélemy Saint-Hilaire.

La plus grande cordialité n'a cessé de régner dans ces réceptions, qui ont été terminées à deux heures.

M. Thiers, après déjeuner, est allé faire une promenade en voiture.

Le corps diplomatique, en sortant de chez M. Thiers, s'est fait inscrire chez M. de Rémusat ; bon nombre de ses membres sont allés aussi se faire inscrire chez M. Grévy.

Visite du Conseil municipal de Paris

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

On n'a pas oublié que, dans la dernière séance du conseil municipal, il avait été décidé qu'il n'y aurait pas de députation officielle pour aller présenter les félicitations du conseil au président de la République ; mais M. Vautrain, pour concilier toutes les opinions, annonça que lui et les membres du bureau iraient à Versailles le 1^{er} janvier, et que MM. les conseillers étaient libres de se joindre à eux isolément.

Hier, en effet, M. Vautrain, président du conseil, et MM. les secrétaires, se trouvaient à midi à la salle des Pas-Perdus de la gare Saint-Lazare, où ils étaient rejoints bientôt par une quarantaine de conseillers appartenant presque tous au centre gauche. Nous citerons parmi eux MM. Desouches, Raynal, Léveillé, Baudouin, Perrin, Piat, Binder, Delahaye, Chevalier, Freybaud, etc.

Cette députation — car c'était bien une députation — a été reçue à deux heures vingt minutes par M. Thiers, qui l'a remerciée en termes affectueux de sa bonne venue. M. Thiers n'a prononcé que quelques paroles ; mais il est bon de mettre en évidence une phrase, très caractéristique en ce moment, et que nous rapportons textuellement : « Nous nous reverrons bientôt, messieurs, a dit le président de la République, et j'espère que ce sera à Paris. »

La députation est allée rendre visite ensuite à M. le ministre de l'intérieur, qui a parlé des efforts qu'il faisait pour décider l'Assemblée nationale à rentrer à Paris.

On nous écrit de Versailles, 31 décembre : Il est inexact que le comte Orloff ait été reçu hier par le président de la République. On ignore encore ici si le comte Orloff est arrivé à Paris.

Il paraît certain que M. de Gontaut-Biron partira après-demain mardi pour aller occuper son poste à Berlin.

On n'attache ici aucune portée à un télégramme du *Wanderer*, de Vienne, d'après lequel des négociations seraient engagées entre la France et la Prusse pour la libération complète de notre territoire ; on ne croit pas qu'une négociation dans ce but puisse être ouverte avant le paiement complet du quatrième demi-milliard, c'est-à-dire avant le mois de mai prochain.

M. Mottu, dont la *Gazette des Tribunaux* annonçait, il y a quelques jours, la faillite, écrit une longue lettre à ses collègues du conseil municipal pour leur annoncer qu'il a été saisi, vendu, qu'il a suspendu ses paiements, mais qu'il n'est pas en état de déclaration de faillite ; que sa maison ayant fait une importante opération sur les fusils de rebut à l'étranger, il espère satisfaire ses créanciers et qu'en conséquence il se croit en droit de conserver sa place au conseil municipal — Dont acte.

Nous trouvons dans une feuille légitimiste de Marseille, la *Gazette du Midi*, les détails suivants :

D'après ce que l'on assure, M. Gambetta ayant fait accepter la candidature Challemlacour à Marseille, va nous proposer son ancien secrétaire général, M. de Freycinet, pour député du Var. Ce sera peut-être une heureuse diversion qui nous débarrassera de toutes les incapacités qui se sont déjà mises sur-

les rangs. M. de Freycinet est au moins un homme intelligent, et c'est précisément ce qui manque dans notre département.

Si M. Gambetta veut se donner la peine d'aller patrouiller son candidat au congrès du Luc, on peut être assuré d'avance qu'il emportera son auditoire, et que M. de Freycinet sera accepté par acclamation.

Les conjectures de la *Gazette du Midi* ne paraissent pas fondées. On assure, en effet, ce matin à Paris, que M. Gambetta ne s'est pas rendu le 31 décembre au congrès du Luc, et que par conséquent il n'a pas recommandé la candidature de M. de Freycinet. Celui-ci, d'ailleurs, si nous sommes bien informés, n'a pas posé sa candidature dans le département du Var, et il ne la posera pas.

Nous le regrettons pour notre part. Nous aurions aimé voir M. de Freycinet siéger sur les bancs de l'Assemblée nationale. Ce n'est pas seulement un homme « intelligent », comme le dit la *Gazette du Midi*, c'est un esprit des plus élevés, animé d'idées essentiellement libérales et conservatrices, et c'est à ce double titre qu'on peut prédire à M. de Freycinet une grande influence et un brillant avenir dans le parti républicain modéré.

Le père Hyacinthe vient d'adresser à l'abbé A. Gratry la lettre suivante :

A Monsieur l'abbé A. Gratry
Monich, le 23 décembre 1871.

Mon bien cher Père,
Avant d'entrer dans la voie publique, j'avais appris par vous-même votre adhésion au Concile du Vatican. Non *privata auctoritate*, sed *publica auctoritate procedendum*, m'écriviez-vous avec Saint-Thomas d'Aquin. Vous m'adressiez en même temps une exhortation indirecte à suivre votre exemple, et vous ajoutiez ces affectueuses paroles : « Je vous remercie. Je ne cessai de prier pour vous et de vous aimer. » Soyez-en convaincu, mon Père, il ne m'en coûterait pas de me soumettre extérieurement si je pouvais croire intérieurement, ni de reconnaître mon erreur devant le monde si je pouvais la reconnaître devant ma propre conscience. Je n'ai jamais cru à mon infallibilité personnelle, et je n'ai jamais cru à la venue de l'ange Gabriel. Je ne comprends même pas qu'il soit aussi difficile que le dit le vulgaire d'avouer que l'on s'est trompé de bonne foi, et je suis persuadé qu'en agissant ainsi, un homme sincère et sérieux s'élève toujours dans l'estime du public avec lequel il fait commerce.

Toutefois, mon Père, moi de vous l'observer, lorsqu'on a écrit des pages aussi retentissantes que vos dernières lettres, on n'en est pas quitte pour dire effacement qu'on les efface. Il faudrait pouvoir effacer d'un main aussi légère les traces lumineuses et douloureuses qu'elles ont laissées dans les âmes. Quoi mon Père, il y a quelques mois à peine vous vous leviez au milieu d'un peuple pour lui dire : « Dieu a besoin de vous, vous nous assurez que vous aviez reçu de l'ordre de Dieu, et que, pour les accomplir, vous étiez prêt à souffrir ce qu'il faudrait souffrir ! » Vous écriviez cette démonstration logique autant qu'éloquente qu'on a bien pu insulter, mais non pas qu'on a pu mépriser. Vous avez dit : « C'est la question de l'infaillibilité est une question grave, — c'est votre propre expression, — vous poussez, dans votre sainte indignation, ce cri qui retentit encore : *Namquid Deus indiget mendacio vestro?* — Est-ce que Dieu a besoin de vos mensonges ? »

Et voici qu'aujourd'hui, en face de tant de contemporains, vous vous êtes débarrassés de vos suspens, vous vous contentez d'écrire à votre évêque avec une aisance d'allures faite pour surprendre et pour attrister : « Je veux, Monseigneur, vous dire simplement ce qui, ce me semble, n'avait pas besoin d'être dit, savoir que j'accepte, comme tous mes frères dans le sacerdoce, les décrets du Concile du Vatican. Ils ont été sur ce sujet, avant la décision, j'ai pu décrire de contraire aux décrets, je l'ai effacé. »

Est-ce donc ainsi que l'on traiterait désormais la vérité et les âmes dans l'Eglise de Jésus-Christ ? Lorsque saint Augustin écrivait ce beau livre des *Confessions*, que l'on ne peut se dispenser de lire, il nous dit : « Je ne suis pas sûr de déterminer les points dans lesquels j'ai cru avoir erré et d'exposer les raisons qui l'en avaient convaincu. C'est là justement ce qui donne tant de sincérité, de dignité et d'utilité à ces admirables confessions de sa pensée ; c'est ce qui fait que ses paroles ont une telle autorité et qu'elles ont été si fécondes. »

Si vous admettez les deux prétendus dogmes de l'infaillibilité personnelle et séparée du pape, d'une part, et de l'indivisibilité de l'Eglise, d'autre part, vous êtes obligés de leur donner une interprétation contraire au sens naturel, évident, des décrets, le seul d'ailleurs qu'accepte et qu'impose l'autorité romaine, mais montrée-

Si vous avez cessé de voir dans le Concile du Vatican une assemblée sans autorité parce qu'elle a été sans l'autorité, vous ne pouvez pas sans contenter pas de le dire, vous donnez nous les preuves qui ont déterminé votre conviction, et indiquez-nous les signes auxquels on pourra désormais distinguer un pseudo-Concile d'un Concile légitime et oecuménique.

Si vous admettez les deux prétendus dogmes de l'infaillibilité personnelle et séparée du pape, d'une part, et de l'indivisibilité de l'Eglise, d'autre part, vous êtes obligés de leur donner une interprétation contraire au sens naturel, évident, des décrets, le seul d'ailleurs qu'accepte et qu'impose l'autorité romaine, mais montrée-

breux public du Château-d'Eau une distraction facile et une amusante soirée, de ces lunatiques fantaisies aux ombres et énervantes péripiéties du nouveau drame de théâtre de Cluny, *Une Mère*, la transition est brusque.

M. Alfred Touroude, l'auteur de ce drame, appartient, dit-on, à une école de novateurs qui rêvent la transformation du théâtre par la réalité brutale. S'il en est ainsi, nous attendrions que leur système se manifeste et s'impose par une œuvre où l'on puisse au moins découvrir, à défaut de génie créateur, un talent quelconque, un véritable observateur ou un penseur, enfin l'ouvrier à défaut de l'artiste. Pour le moment, l'échantillon que le Théâtre-Cluny a eu la témérité d'offrir au public ne saurait s'appeler une œuvre dramatique. L'idée, s'il y avait une idée, a tourné à l'hallucination, au cachemir. Cela veut être poignant et terrible comme étude de la passion maternelle surexcitée par des obstacles invincibles, ce n'est que sauvage et répugnant. Autant le fond est incohérent, l'action brutale et le détail maladroit, autant la forme est plate et vulgaire. Ne croyons pas simplement à une erreur : non, c'est prémédité, c'est voulu ainsi.

Durant les quatre actes, la situation est la même, poussée avec acharnement à l'extrême conséquence, à l'absurde dans l'atrocité. Seulement l'auteur a sacrifié à l'effet en amenant une surprise, un accident, qui vient modifier, au dernier moment, la conclusion rigoureuse de la donnée dramatique. Cette concession étonne de la part d'un homme déterminé comme M. Touroude semble l'être, à mettre sur le théâtre tout ce qui peut matériellement se produire dans la vie réelle, ne fût-ce qu'à l'état de monstrueuse exception.

M. Ramel, un brave ouvrier devenu chef d'usine, avait de sa première femme une fille, Fernande, lorsqu'il se remarqua.

nous comment ce sens s'accorde avec les faits de l'histoire que vous avez si sagement établis et discutés.

Alors, mon cher Père, mais alors seulement, vous aurez ma foi conduite d'accord avec vos convictions, selon que vous l'écrirez Mgr l'archevêque de Paris, et vous aurez occupé une nouvelle autorité pour défendre la cause de la religion, si douloureusement compromise à l'heure présente.

Pour moi, ce que je redoute le plus pour elle, ce n'est pas le scepticisme découvert et loyal des adversaires de la révélation, c'est le scepticisme inconscient de ceux qui placent la fausse autorité et la fausse unité au-dessus de la vérité. Le premier consécration l'édifice sacré par les assauts mêmes qu'il lui livre au dehors ; le second le mine sourdement au dedans, en ébranlant les deux bases sur lesquelles il repose : la sincérité de la foi et l'intégrité de la conscience !

Agrez, je vous prie, mon cher Père, l'assurance de mes sentiments très respectueux et douloureux, et laissez-moi vous dire à mon tour que je ne cessai pas de prier pour vous et de vous aimer.

HYACINTHE.

RÉUNIONS PUBLIQUES

Comité électoral de la rue d'Arras
Séance du 31 décembre

La réunion est un peu moins nombreuse que celle des jours précédents ; mais les quelques curieux qui garnissent les tribunes, et ne demandent pour la plupart aux réunions publiques qu'un curieux passe-temps, seront servis à souhait. Celle-ci sera tumultueuse. A huit heures et demie, on procède à la formation du bureau : le citoyen Fulcet est nommé président ; Bonhour, Dumas et Cernac assesseurs.

Le jeune Loriot, secrétaire perpétuel de cette petite académie radicale, lit le procès-verbal, qui est mis aux voix et adopté.

Immédiatement après cette lecture, l'assemblée, sur la proposition qui lui est faite par le président, nomme un délégué qu'elle charge d'aller trouver en son nom le citoyen Limousin, détenteur du titre original de la convention signée par Victor Hugo et d'en exiger de lui le rétablissement aux archives de la société. Il paraît que le citoyen Limousin a entre autres manies celle de collectionner des autographes et qu'il refuse obstinément de rendre cette pièce à laquelle il attache, d'ailleurs, une importance capitale.

La parole est au général Cremer (si général il y a). Il a vu Victor Hugo le matin, et se rallie à sa candidature. Il estime qu'il ne doit pas y avoir démission, le jour du vote, et se désiste en conséquence de la sienne. Il vient donc aujourd'hui défendre Victor Hugo contre les attaques passionnées dont il est l'objet de la part de la réaction. Il lit un assez mauvais discours, qui excite à plusieurs reprises l'ilarité de toute l'assistance. De temps en temps, et pour juger de l'effet qu'il produit, il se retourne vers les membres du bureau en quête d'un petit sourire. Il éprouve fréquemment le besoin de boire et saisit à chaque instant le verre du président. Tout le monde des orateurs agit d'ailleurs avec le même sans-façon ; c'est éminemment démocratique, mais c'est tout.

Il y a certaines limites entre lesquelles doit rester un homme qui se respecte, et ces limites le citoyen général les franchit à chaque instant pour se livrer aux plus grotesques plaisanteries.

Dire que le parti de l'ordre et l'Union patriote, qui cherche à le diriger, ne s'entendent pas sur le choix d'un candidat, très bien ! mais ajouter que ceux qu'elle veut soutenir sont tarés et que l'Union patriote est le produit incestueux de la carpe et du lapin, c'est grossier sans avoir le mérite d'être spirituel.

Il n'est pas non plus bien original de trouver que l'opinion publique est toujours représentée par ceux qui n'en ont pas ; ce n'est pas neuf surtout ; car avant Cremer, l'auteur de la légende de *Geneviève* avait dit : « Nous n'aurons jamais le cœur de lui percer le sien. »

On applaudit frénétiquement le général lorsqu'il affirme que la République compte sur son épée et qu'il tiendra promesse. Nous nous joignons à ces applaudissements en espérant qu'il n'y a pas d'arrière pensée dans ce mot : République, et que le général a voulu dire : la France.

Il demande ensuite l'amnistie et le retour à Paris. Peut-être y aurait-il une façon plus sûre de se faire écouter du dehors ; il faudrait pour cela mettre un peu moins de passion dans ces revendications, et ne point provoquer inutilement les juges souverains de ces graves questions en les traitant de *députés de la peur* et d'*artistes de théâtre de banlieue*.

Le général donne ensuite lecture de la lettre suivante :

Aux électeurs qui m'ont offert la candidature.
Paris, 30 décembre 1871.

A vous tous, mes braves et infortunés compatriotes ; à vous, les vaillants survivants des ba-

taillois lorrains-alsaciens dits de délivrance, réfugiés dans la grande et noble ville de Paris, et à vous qui, Parisiens depuis longtemps par la résidence, venez si généralement au secours de vos frères malheureux ;

A vous, enfin, ouvriers de Paris qui avez ramassé les débris de mon épée pour en faire un instrument de protestation, en m'offrant d'être votre représentant ;

Je viens dire :

La réaction est puissante. Nous n'avons pas trop de toutes nos forces pour résister à ses intrigues et à ses trahisons.

Il faut que votre sentiment soit affirmé de la manière la plus énergique et la plus désolante. Il faut qu'il ne reste aucun doute sur votre volonté. Vous m'avez distingué, merci !

Mais combien je vous serais reconnaissant si, le 7 janvier, compacts comme une colonne d'attaque, allant dans vos cours l'épée de votre candidat à la vaillante plume du grand homme, vous m'imitez, en me suivant à l'urne électorale, ou je déposerai le nom de Victor Hugo.

Signé : CREMER, ex-général.

Appaudissements unanimes. — A ce moment on signale la présence de M. Veillot à la réunion et l'on veut le porter de force à la tribune. Le général en descend non sans avoir auparavant reçu l'accolade du citoyen Cernac, l'un des assesseurs ; qui se croit obligé de serrer affectueusement les phalanges de tous les orateurs qui quittent la tribune.

Le citoyen Bresse, lui, n'est pas content ; il voudrait savoir quelle a été la conduite du général Cremer au 18 mars. Les nombreux membres de l'Internationale qui se trouvent au pied de la tribune s'agitent en désespérés. Président, assesseurs, assistants, tout le monde de paille, crie, hurle ; on ne s'entend plus ; le citoyen Gagne profite du tumulte pour aller à plusieurs reprises saisir le pan de l'habit du président et lui demander la parole. Cependant l'orateur, conspué et traité de roussin, regagne sa place en défiant superbement son auditoire.

Le citoyen Lhemminier a la parole, et dans un petit discours qui est un véritable chef-d'œuvre d'insinuation, défend la candidature de Vautrain et arrive à se faire écouter d'un public si mal disposé pour son client.

Le citoyen Blériot essaye de le réfuter.

Le citoyen Pasquet monte à la tribune et annonce à l'assemblée qu'il va lui être désagréable, mais qu'il espère, au nom de la liberté de la tribune, qu'elle voudra bien l'entendre. Il est bâti en athlète et se pose si crânement devant ses contradicteurs que, dame, vous comprenez, personne ne se soucie de lui chercher querelle. Il défend la candidature de M. Vautrain, mais ses arguments mènent vite à l'exaspération le bureau et une partie de la salle. Le président lui retire la parole, mais l'orateur continue à gesticuler et à se démenier à la tribune, dont chaque coup de poing fait voler un éclat. Il consent enfin à se retirer.

Un citoyen vient affirmer à la tribune que Vautrain est favorable à l'instruction cléricale. En un bond, Pasquet est sur la brèche : « Vous en avez menti ! » s'écrie-t-il à l'orateur, en faisant mine de l'étréindre dans ses bras athlétiques. Le public se rue sur l'estrade, président et assesseurs se mêlent à la lutte. Gagne essaye, au nom de la conciliation, à s'interposer, les coups de poing pleuvent dru comme grêle ; enfin, au bout de dix minutes, le calme se rétablit et le président, après avoir déploré l'incident en constatant que la provocation venait de Pasquet lui-même, donne la parole au citoyen Blériot, qui invite le public au calme et à la dignité si nécessaires au milieu de ces discussions que les passions des partis enveniment et rendent si brûlantes.

Le président donne lecture à nouveau de la lettre de Cremer, et lève la séance à onze heures.

Séance du 1^{er} janvier 1872

A huit heures et demie, au milieu d'un tumulte indescriptible, on procède à la formation du bureau, et, après plusieurs épreuves, le citoyen Blériot prend possession du fauteuil, ayant à ses côtés les citoyens Fulcet, Dumas et Dumas.

Le citoyen Fulcet, tout en regrettant le tumulte d'hier, désire empêcher le retour de scènes de ce genre, et demande que désormais les membres du bureau et l'orateur soient seuls sur l'estrade, ce qui est accepté. Le jeune citoyen secrétaire lit le procès-verbal.

Le citoyen Limousin vient se justifier des accusations calomnieuses formulées contre lui dans la dernière séance. Il n'a jamais songé un seul instant à s'approprier l'autographe de Victor Hugo, et l'a rendu, à première demande, au secrétaire, qui s'est présenté chez lui au nom de l'Assemblée.

Le citoyen Gagne vient défendre à la tribune le citoyen Victor Hugo, son rival. Seulement il fait observer qu'il n'est pas assez radical. Il se contente en effet de demander la dissolution de l'Assemblée dont lui, Gagne, demande la suppression pour établir définitivement la république plébiscitaire. Il ajoute

vouer à moi-même : j'aime, j'adore Fernande !

Et, pleurant de joie, il cache sa tête dans ses mains, ce qui l'empêche de voir la stupefaction de M. Ramel et le mouvement terrible de M^{me} Ramel, suffoquée d'indignation et de rage contre l'impertinent qui n'a pas compris que, en disant : « Ma fille », M. Ramel ne voulait et ne pouvait parler que de Marguerite.

Si sa fille venait à apprendre cet amour de Ferdinand pour Fernande, ce serait un coup mortel. Il faut, à tout prix, éloigner Fernande. Un voisin, M. Laviniois, la demande en mariage. De gré ou de force elle l'épousera. Mais Fernande tient tête à sa marâtre. Exaspérée par cette résistance, M^{me} Ramel surexcite la passion de M. Laviniois et le pousse dans la chambre de sa belle-fille. En même temps elle a persuadé à Ferdinand qu'il ne saurait être aimé de Fernande dont le cœur est à un autre et qu'il est de son devoir d'épouser Marguerite.

M. Laviniois a surpris Fernande, seule, dans sa chambre. Il n'en sortira pas sans l'avoir contrainte à l'accepter pour mari. A ses révoltes, à ses mépris, il répond par une obsession acharnée, par une violence folle qui veut être assouvie. Il la saisit dans ses bras. Fernande appelle au secours d'une voisine. La porte s'ouvre ; Ferdinand apparaît.

— Sauve-moi, je t'aime ! s'écrie Fernande en s'élançant vers lui.

M. Laviniois quitte la place, et M^{me} Ramel, survenant peu d'instant après, tombe comme une furie au milieu des premiers épanchements de Fernande et de Ferdinand.

Pour les séparer maintenant, il n'y a plus qu'un moyen : la mort de Fernande. M^{me} Ramel n'a point hésité. Elle fait son entrée, au dernier acte, avec un plateau à la main. Sur ce plateau, une carafe d'eau et un seul verre. Le poison est pré-

paré. Fernande va venir. L'explication sera chaude. Fernande aura souffert. Elle lui donnera à boire, et Fernande mourra. Telle est la suprême machination de l'implacable marâtre. En effet, Fernande arrive. La conversation est terriblement animée. M^{me} Ramel prend le verre d'eau, l'approche de ses lèvres, puis elle le présente à Fernande, qui va le porter à sa bouche. Mais la marâtre se trahit soudain par un sinistre regard. Fernande, épouvantée, repousse le poison et s'enfuit, et c'est M^{me} Ramel qui tombe évanouie. Marguerite, qui arrive en ce moment, s'empresse de faire boire à sa mère le fatal verre d'eau, et quand M^{me} Ramel revient à elle, c'est pour se voir empoisonnée par sa propre fille.

L'agonie est longue et fortement agitée, entre autres nouveaux effets dramatiques, par une combinaison plus infernale encore que les précédentes. La marâtre a un instant l'idée de faire accuser Fernande de sa mort ; mais un suprême remords lui épargne ce crime posthume.

Tel est le canevas du drame pitoyable de M. Touroude. Quant à ce qui se débite d'incohérences et de niaiseries lugubres dans ces quatre actes ahurissants, comment et à quoi bon essaierait-on d'en donner une idée plus complète ? Ce qu'il y a d'admirable, c'est l'énergie avec laquelle M^{me} Pégia a voulu, quand même et toujours, lutter de tout son talent contre les impossibilités d'un rôle invraisemblable, absurde et révoltant.

L.-P. LAFORET.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 3 JANVIER

REVUE DRAMATIQUE

THEATRE DU CHATEAU-D'EAU : *Qui veut voir la lune ?* revue-fantaisie en trois actes et huit tableaux, de MM. Blondeau et Monréal.

THEATRE DE CLUNY : *Une Mère*, drame en quatre actes, de M. Alfred Touroude.

Le mot *revue* n'a rien, heureusement, qui vous puisse effrayer. La récapitulation des cruels événements de l'année 1871 n'était point à donner en spectacle ; aussi les auteurs de la fantaisie sans prétention du théâtre du Château-d'Eau se sont-ils sagement abstenus de tout retour pénible vers un passé que nous avons à racheter et non à mettre en couplets. Avec un esprit d'à-propos dont nous leur ferons compliment, ils ont même voulu distraire tout à fait le spectateur du souvenir des tristes réalités subies, en lui faisant quitter la terre pour le transporter dans la lune. Cette ascension fantastique s'est accomplie d'une façon divertissante après la mise en jugement obligée de quelques ridicules du temps, de quelques abus et méfaits justiciables de la satire et le défilé traditionnel des pièces les plus célèbres par leur succès ou leur chute. Plusieurs de ces pièces ont duré si peu qu'elles ne seront guère connues du public que par les parodies intercalées dans les revues.

Chutes et succès obtiennent ainsi un re-

tentissement supplémentaire. L'*Erostrate*, de l'Opéra, de la *Baronne*, de l'Odéon, l'*Article 17*, de l'Ambigu ; la *Visite de Noces* et la *Princesse Georges*, du Gymnase ; la *Boîte de Pandore*, des Folies-Dramatiques ; *Boule de neige*, des Bouffes-Parisiens ; le *Peau-Rouge* de Saint-Quentin et le *Trône d'Ecosse*, des Variétés ; le *Juif Errant*, du Châtelet, et d'autres encore, donnent lieu à quelques imitations burlesques des personnages principaux. La plus amusante de ces imitations est celle de M^{lle} Roussel dans l'*Article 17*, par Tourné, un acteur de féerie.

Une fois dans la lune, nous sommes en pleine fantaisie. Ce n'est plus qu'une bouffonnerie au gros sel, dont le succès, soutenu par l'entrain des interprètes de la chose, MM. Hittemanns, Mercier, Noël, etc., par les surprises de la mise en scène et par les couplets comiques de M^{mes} Tassilly et Martha, va grandissant jusqu'au dernier tableau, qui est à lui seul un spectacle très curieux et très gai.

C'est le simulacre d'une course de taureaux, toujours dans la lune. Au milieu d'une arène éblouissante qui occupe la scène dans toute sa profondeur, on voit cavalader de pimpantes amazones en costumes de toréador, dont les évolutions se mêlent aux quadrilles féminins des picadors houlissants à l'attaque du taureau. Les mouvements de l'animal, très adroitement combinés, prolongent l'illusion jusqu'au moment où la conspiration est découverte ; car ce taureau, plus perfide encore que le cheval de Troie, recèle quatre conjurés, dans chaque jambe. Ils avaient tramé le noir complot d'exterminer le parisien Godefroy, leur rival préféré, l'époux malgré lui de la Grande Protectrice des Etats républicains de la lune.

donc voter avec discipline pour Victor Hugo. Vautrain est un administrateur; ce n'est point un homme politique. Il est arrivé le 4 septembre à la cure des places. Il n'est défendu que par six journaux sur seize qui sont entrés dans l'Union parisienne de la presse. Vautrain ira s'asseoir au centre. En ce qui concerne Victor Hugo, on n'a pas à craindre de semblables compromissions.

Le citoyen Dupré est affreusement bête et n'a pas d'esprit; mais en revanche il a une langue bien pendue et s'en sert. Il vient parler successivement de l'Amérique, de l'Angleterre, de la liberté, de fous à chaux, de pommes cuites, de l'instruction en Amérique, de l'esclavage, etc. Le président le prie de passer au défilé et finit par lui enlever la parole.

Le président annonce ensuite qu'il va demander à M. le préfet de police une demande d'autorisation de la prorogation des délais légaux des réunions publiques. Dans le cas où il s'y refuserait, il faudrait cependant savoir à quoi s'en tenir. Il déclare que tous les Parisiens doivent se faire les apôtres du vote et s'occuper de propagande électorale.

Il lit ensuite une déclaration, aux termes de laquelle la réunion affirme qu'elle veut un candidat acceptant le mandat impératif, et que Victor Hugo a été choisi par elle parce qu'il a accepté ce mandat.

La proposition, mise aux voix, est adoptée par l'assemblée, et l'on se sépare à onze heures aux cris de : Vive Victor Hugo ! et Vive la République !

NOS INFORMATIONS

LES AFFICHES

L'administration du timbre annonce par voie d'affiches de nouvelles ventes de coupes de bois dans les provinces du midi de la France. Ces ventes auront lieu dans la seconde quinzaine de janvier.

L'assistance publique annonce pour les 10 et 15 janvier d'importantes ventes de «hardes et effets divers». Ces ventes auront lieu aux enchères publiques au siège de l'administration centrale. L'assistance publique se trouvait avoir, en effet, trop d'habits et pas assez d'argent, et les bureaux de bienfaisance en réclamaient impérieusement.

LA RÉUNION DES ALSACIENS

Il y a eu, à l'occasion du jour de l'an, un grand meeting d'Alsaciens, au Trocadéro; les nouveaux arrivés de ces derniers jours avaient été convoqués et figuraient en grand nombre. Cette manifestation patriotique s'est passée sans cris; on se pressait silencieusement les mains, en frères malheureux, et bien des larmes brillaient sur les visages. On a agité la question de l'enseignement mutuel, et il a été convenu d'augmenter les jours de réunion, afin de familiariser les nouveaux venus avec la langue française. L'éducation de la jeunesse sera l'objet de soins tout particuliers, et on dirigera son intelligence vers le but à atteindre. On sait qu'un grand nombre de parents ont décidé de faire suivre à leurs enfants la carrière militaire.

LES VISITES AUX CIMETIÈRES

La foule était hier aussi nombreuse dans les cimetières qu'au jour des Morts; peu de familles parisiennes n'ayant pas eu, dans le courant de cette année fatale, au moins un mort regrettable à pleurer. Les fosses communes étaient entièrement couvertes de couronnes d'immortelles, et on remarquait parmi les assistants un grand nombre de militaires qui étaient venus rendre un dernier hommage aux frères d'armes tombés pendant le siège. Plusieurs prêtres priaient également à l'endroit où les otages avaient été enterrés après l'exécution à la Roquette.

LES BOUTIQUES DU BOULEVARD

C'est le 7 janvier, à six heures du soir, dernier délai, que les baraquements de bois établis sur le boulevard par les marchands forains doivent avoir disparu. On leur accordait généralement tous les ans un délai de cinq ou six jours; mais le général de Ladmirault a déclaré qu'il serait inexorable cette année.

LE CHEMIN DE FER DE CEINTURE

LE 1^{er} JOUR DE L'AN

Le jour du premier de l'an a été l'occasion d'un nombreux échange de voyages entre Paris et la banlieue. Les transports ont été insuffisants, selon la coutume. Le chemin de fer de ceinture s'est trouvé encombré aux dépens de la nuit et a refusé du monde. Chaque dimanche ce fait se renouvelle, et les protestations du public restent inutiles. Le train de nuit heures du soir, au Point-du-Jour, a subi un retard de près d'une demi-heure, et ce retard s'est aggravé à chaque station. Le public, obligé de séjourner dans les gares glacées, s'abîmait en vain dans les corridors, dans les couloirs; il y a eu des cas d'évanouissement. Le train arrivé, on en a tassé cet excédent de voyageurs dans les étages élevés et non abrités des wagons, et les employés, avec leur politesse coutumière, ont insulté ceux qui réclamaient une place que leur garantissait le cahier des charges. Des voyageurs munis de billets de secondes ayant voulu, faute de place, entrer dans les wagons de première, qui étaient entièrement vides, l'employé a refusé.

LES VOLS DANS LA BANLIEUE

Les pick-pockets ne se contentent pas de dévaliser Paris, ils s'aventurent dans la banlieue. Une bande opérant dans Autheil, à Boulogne, à Billancourt et à Sèvres. On a arrêté dernièrement un de ces bandits muni de bijoux, de montres, de billets de banque. Il avait fait parade de sa fortune insolite chez un marchand de vins qui le grisa, puis le fit parler et le livra ensuite au commissaire de police. Dans la banlieue, les voleurs n'ont pas de chance, chacun se trouvant armé et disposé à se protéger efficacement.

Hier, dans la rue Traversière, à Billancourt, un voleur, dans un état, ayant voulu s'introduire dans une maison isolée, un voisin qui s'aperçut du coup réunit plusieurs camarades. Tombant à l'improvise sur le voleur, ils lui ont administré une volée de coups de bâton dont le pauvre diable ne se releva pas. On l'a ensuite emmené chez le commissaire de police.

DÉPART DU GÉNÉRAL DE CISSY

M. le général de Cissy quittera Paris demain soir pour se rendre à Bapaume, où il présidera la cérémonie funèbre qui sera célébrée dans ce village le 5 courant, en l'honneur des morts qui y sont tombés. Le ministre de la guerre sera de retour à Paris le 6 courant ou le 7 au plus tard.

RÉUNION DES PRINCIPAUX ÉPICIERS DE PARIS

Les principaux épiciers de Paris se sont réunis hier au siège de leur Société, dans le but de déterminer la somme qui serait versée entre les mains du préfet de la Seine, pour être distribuée aux pauvres de Paris.

Après quelques instants de délibération, chacun s'est fait inscrire pour une certaine somme, et nous sommes heureux d'annoncer que messieurs les épiciers n'ont point oublié ce qu'ils ont gagné pendant le siège, en souscrivant pour la somme de 72,000 francs.

Presque autant que les agents de change.

LES VISITES À L'EMPEREUR DU BRÉSIL. Hier, l'empereur du Brésil a reçu dans l'après-midi les notabilités du corps diplomatique résidant à Paris, M. le gouverneur de Paris et M^{me} Ladmirault, M. Léon Say, M. Léon Renault et son secrétaire général, M. Taine, etc. Le soir, l'empereur réunissait à sa table toute la famille d'Orléans, M. le prince et M^{me} la princesse de Joinville, M. le duc d'Aumale, M. le comte de Nemours, M. le duc de Chartres, M. le comte et M^{me} la comtesse de Paris. Après le dîner, leurs Majestés brésiliennes se sont promenées à pied le long des boulevards des Capucines, des Italiens et du Montmartre, ont pris le passage Jouffroy et se sont dirigées vers le Théâtre-Français, où elles ont entendu un acte. Elles se sont retirées vers onze heures.

INCENDIE D'UNE BARAQUE. Hier matin, au moment où les baraques commencent à s'ouvrir, montrant aux yeux des passants les richesses de leur étalage, plusieurs marchands s'aperçurent que du numéro 1211, situé au coin de la place de la Bastille et du boulevard Beaumarchais, sortait une fumée noire et épaisse. Les voisins s'étant immédiatement approchés pour porter secours, la flamme envahit tout à coup la petite boutique, qui, au bout de quelques instants, ne fut plus qu'un monceau de cendres.

On attribue le feu à l'imprudence d'un fumeur, qui aura jeté une allumette enflammée près de la baraque, qui était tapissée de papier goudronné, dont plusieurs lambeaux passaient à travers les planches.

Incendie de peindre la douleur du malheureux propriétaire, quand il vit le malheur qui venait de lui arriver le jour même du nouvel an.

LES ÉTRENNES. Nous ne voulons pas récriminer : contentons-nous seulement de constater que nous avons hier reçu la visite des quémandeurs suivants :

Deux balayeurs, une balayeuse; Un facteur avec son almanach; Une cardeuse de métalles; Un garçon épicière; Un concierge, une concierge et leurs enfants; Un cocher de fiacre qui nous a conduit quelquefois;

Un colleur d'affiches; Deux porteurs de journaux; Un garçon de restaurant.

Et la liste ne se serait pas arrêtée là, si nous ne nous étions prudemment enfilé de notre domicile.

A. ARNOULD. Encore un revenant. Il résulte de renseignements absolument exacts que nous recevons, qu'Arthur Arnould, l'ex-membre de la Commune, est en ce moment à Lucerne, où il vit paisiblement de ses rentes. Arthur Arnould était un des membres de la Commune les plus intelligents. Il a été longtemps rédacteur en chef de la *Marseillaise*, pendant qu'Henri Rochefort, condamné à six mois de prison, était à Sainte-Pélagie. Arthur Arnould est un homme de quarante-cinq ans environ, aux allures militaires, aux cheveux gris coupés en brosse, à la figure intelligente.

LE GAZ. La Compagnie du Gaz a voulu donner des étrennes au 17^e arrondissement. Ces étrennes ont été une obscurité complète. Jamais, en effet, il n'avait fait aussi froid depuis longtemps dans les rues de Baignolles.

La moyenne des bœcs de gaz allumés était de un sur six.

On juge de la reconnaissance de la population.

LA STATUE DE LILLE. C'est le 15 janvier que les sculpteurs commenceront à modeler la statue de Lille, dont on vient de déposer le bloc sur la place de la Concorde. Les travaux dureront environ un an, et seront par conséquent terminés en janvier 1873.

LA GLACE. Grâce à l'abaissement subit de la température, le bassin des Tuileries s'était de nouveau congelé cette nuit, ainsi que toutes les fontaines de Paris. La croute de glace était très faible, cela va sans dire. L'eau s'était également prise dans un grand nombre de ruisseaux. Ce matin, à Baignolles, des gamins faisaient d'infructueux efforts pour organiser des glissades, contrariés dans leurs tentatives par trois gardiens de la paix à la figure rebâtive.

Ce matin, le thermomètre était à 3 degrés centigrades au-dessous de zéro.

La pluie qui tombe depuis midi a fait fondre la croute de glace.

LES ÉTRENNES DES PAUVRES. Les pauvres ont aussi reçu leurs étrennes : c'est l'assistance publique qui les leur a données. De grandes distributions d'argent, de vêtements et de couvertures, ont eu lieu le 30, 31 décembre et 1^{er} janvier. Hier matin, de longues queues stationnaient à la porte de certaines mairies, de celle du 17^e arrondissement notamment, où des employés sont restés jusqu'à midi pour délivrer des bons. La distribution n'est pas finie; elle continuera aujourd'hui et les jours suivants. Le nombre des couvertures distribuées depuis cinq jours s'élève à 6,000 environ pour tout Paris.

HIPOPHAGIE. Du 10 au 20 janvier aura lieu dans les vingt arrondissements de Paris l'ouverture simultanée de vingt boucheries nouvelles. Elles débiteront exclusivement de la viande de cheval à des prix excessifs de bon marché. Toutes ces maisons appartiennent à une société financière anonyme, et seront alimentées par des éleveurs spéciaux de chevaux destinés à l'étal. L'expérience du siège a donné d'excellents résultats, et aujourd'hui la médecine ordonne l'usage des filets saignants de cheval aux personnes atteintes d'affections chroniques; car il a été constaté qu'à l'époque du siège et au moment où l'on ne se nourrissait que de la chair de cheval, le nombre des décès par la pleurésie pulmonaire avait diminué d'une manière sensible. Ce sont les races du Poitou et du Limousin qui fournissent les meilleurs chevaux comestibles, et parmi ceux-ci, les quadrupèdes à la

robe bai-rose ou alezan brûlé sont surtout recherchés pour la succulence de leurs filets et entrecôtes.

LE DROIT DES PAUVRES.

Hier, entre 11 heures et minuit, les principaux restaurants de Paris ont fait des distributions d'aliments aux pauvres. On voyait, aux portes des offices et cuisines, de longues files de malheureux qui recevaient — presque intacts — des perdreaux, faisans, poulets, dindes, gigots et rôtis de toutes sortes ayant figuré sur les tables des dîneurs fortunés. Jusqu'à ce jour cette desserte se vendait et constituait le petit bénéfice des garçons. A l'avenir, cette distribution sera considérée comme le droit des pauvres. Cette innovation paraissait être, du reste, absolument du goût des marchands *in partibus* de papier-à-litres et crayons-Mangin et des autres industriels de l'asphalte.

UN SUICIDE. En guise d'étreennes, le sieur Philippe Lonot, domicilié rue Nollet, à Baignolles, s'est donné un coup de rasoir dans la gorge. C'est hier matin, à neuf heures, qu'il a commis cet acte de désespoir. Heureusement on ne se coupe pas la gorge avec le même sang-froid qu'on se mouche. Aussi Philippe Lonot ne réussit-il pas à se tuer ni même à se blesser mortellement. Il se fit cependant une horrible entaille. Attiré par ses râlements, les époux Lorré, ses voisins, enfoncèrent la porte de sa chambre et se précipitèrent à son secours. On coucha Lonot sur son lit et on appela le docteur Sanchand. Grâce aux soins éclairés de celui-ci, Lonot put bientôt reprendre connaissance. Il déclare avoir voulu se tuer parce qu'il était absolument seul au monde, et promet de ne plus recommencer.

Lonot est âgé de quarante ans environ; il est, de son état, ouvrier tonnelier.

LE MUSÉE SAUVAGEOT. Le musée Sauvageot, est, depuis le 31 décembre, entièrement réorganisé au Louvre. Les magnifiques faïences qui y figuraient, et qui avaient été précieusement emballées pendant le siège de Paris y ont été rapportées. Il n'a eu aucunement à souffrir des deux guerres.

UNE ENSEIGNE. Rue Beuzelin, derrière la gare du Nord, on peut lire l'enseigne suivante :

THIERS. Fabricant de quincaillerie et de ferblanterie, spécialité de boulons.

Et, à quelques pas, cette autre :

COURBET. Spécialité de boulons.

LES IVROGNES. On a arrêté dans la nuit du 1^{er} au 3 janvier soixante-dix-huit ivrognes qui troublaient la paix publique et empêchaient la circulation sur les boulevards. D'un eux essayait, au moyen d'allumettes bougies, de mettre le feu aux robes des dames et aurait occasionné les accidents les plus sérieux s'il n'avait été aperçu par un gardien de la paix en observation au coin de la rue Favart. Pris d'abord pour un vulgaire malfaiteur, il allait être, de la part de la foule, l'objet de horions de toutes sortes, lorsque l'agent fit observer que le coupable était absolument ivre et, partant, inconscient de ses actes. Il n'en a pas moins été conduit au poste et retenu par le commissaire de police.

UN BON TOUR. M^{lle} Servet, vieille et avare, propriétaire d'un hôtel qu'elle habite presque seule, avenue des Champs-Élysées, a reçu jeudi dernier un grand nombre de lettres où l'on acceptait avec empressement son invitation à la charmante soirée qu'elle devait donner le 1^{er} janvier. M^{lle} Servet reconnut aisément que c'était un tour qu'on lui avait joué, en envoyant des invitations pour une soirée qui ne devait pas avoir lieu.

Elle se hâta donc d'avertir toutes les personnes qu'elle soupçonnait avoir été invitées. Mais d'autres tribulations lui étaient réservées. Samedi matin elle vit arriver chez elle, avec tous leurs ustensiles, tapissiers, décorateurs et lampistes, qui s'apprêtaient à transformer ses appartements en salle de bal. Elle apprit d'eux le mot de l'énigme. Un jeune homme avait fait toutes les commandes insérées en pareil cas, en disant que M^{lle} Servet allait se marier et qu'elle voulait dignement célébrer la signature de son contrat.

UN SINGULIER SUICIDE. Hier, vers quatre heures du soir, un malheureux, donnant tous les signes d'aliénation mentale, parcourait furieusement la Cité en chantant à tue-tête le refrain patriotique : « Mourir pour la patrie ! » etc., lorsqu'il arriva à la hauteur du pont Notre-Dame, il s'arrêta tout à coup, et là, se mettant à cheval sur le parapet du pont, tira philosophiquement un revolver de sa poche et, l'appuyant sur sa gorge, s'en déchargea deux coups à bout portant. Le malheureux perdit l'équilibre et tomba dans la Seine, où il disparaît bientôt. Aucune des personnes qui assistaient à cette scène lugubre n'avait eu le temps d'empêcher ce malheureux de mettre à exécution sa funeste résolution, et toutes les recherches que l'on fit immédiatement sur la Seine pour retrouver le cadavre demeurèrent infructueuses.

MORTS ACCIDENTELLES. Malgré les défenses les plus expresses, beaucoup de charretiers persistent à confier la conduite de leurs voitures à de jeunes enfants. Cette infraction à de sages règlements vient encore d'occasionner dans le faubourg Saint-Antoine un affreux malheur : Une jeune fille âgée de sept ans et enfant unique d'un honnête ouvrier, Trachez, de la rue de Charonne, traversait la voie, lorsque la voiture d'un marchand, n'ayant pour conducteur qu'un garçon de treize ans et marchant avec rapidité, renversa la pauvre petite, qui y trouva immédiatement la mort.

UN JEUNE OUVRIER. Pruvost, demeurant chez ses parents, rue de Beauréail, voulut hier, en l'absence de ces derniers, préparer lui-même son dîner. Mais, ayant brisé la clé du poêle, il emprunta chez le voisin une jatte de fonte, qu'il remplit de charbon, et il y mit le feu; puis, il s'assit à côté, attendant que sa soupe fût chaude. Mais bientôt la vapeur lui monta à la tête, il perdit connaissance et tomba sur le carreau.

Quand ses parents revinrent, ils ne trouvèrent plus qu'un cadavre.

UN COLONEL DE LA COMMUNE. Très curieuse affaire va être jugée par le 7^e conseil de guerre, siégeant à Saint-Germain : c'est celle du nommé Victor Besnot, ex-garçon d'abbatoir, très connu à la Villette

à cause de sa prodigieuse force musculaire et de ses nombreuses querelles dans les bals publics.

Pendant le blocus de Paris, Besnot était lieutenant au 280^e bataillon de la garde nationale. Sous la Commune, il fut nommé chef de bataillon du 230^e des insurgés, et prit part peu de jours après au combat du pont de Neuilly. Il fut chargé ensuite d'organiser le 1^{er} régiment de Bergeret, qu'on appela les « turcos de la Commune », à cause de leur uniforme, et dont il fut nommé colonel.

A partir de ce moment, Besnot et Bergeret devinrent inséparables. Les turcos de la Commune étaient logés au Louvre, dans l'ancienne caserne de gendarmerie, et le général et le colonel y faisaient ripaille sur ripaille. Il résulte de la déposition d'une femme, que le 17 mai au soir il y eut un souper qui, commencé à minuit, se prolongea jusqu'à 19 au matin.

Plusieurs gardiens des Tuileries et du Louvre déposèrent dans cette affaire.

NOMENCLATURE DES JOURNAUX. PARIS A PARIS DEPUIS LA CHUTE DE LA COMMUNE.

Voici la liste exacte, et par ordre chronologique, de tous les journaux qui ont été créés à Paris depuis la chute de la Commune jusqu'au 31 décembre de l'année écoulée :

Le Peuple souverain, politique, quotidien. Rédacteur en chef : Pascal Duprat.

L'Union électorale (organe des comités républicains). Ne paraît plus.

Le Rural, journal-brochure, journal-pamphlet, conservateur. Un numéro par semaine. Rédacteur : M. Emile Blavet. A cessé de paraître.

L'Ordre financier, journal hebdomadaire. Huit pages. Directeur : A. Duval. (Rien des bouillottes.)

La Commune burlesque, petite feuille illustrée, rédigée en vers de temps à autre. Le premier numéro contient une complainte sur la prise des canons par la garde nationale. Voici le premier couplet :

Dans la garde nationale
Les citoyens fiers et pochards,
Pour défendre la capitale
Oscillaient le long des remparts.

La Commune burlesque a cessé de paraître. *Le Salut*, journal quotidien, rédacteur : Esprit Privat. Au numéro du 30 décembre le nom de M. Privat disparaît du frontispice pour des raisons de mise en pages. Restent comme rédacteur MM. Virmaître, André et Nitot qui, pendant le siège, rédigeaient la *Défense nationale*.

Les Délassements illustrés, romans, contes et nouvelles. Rédacteurs : Jules Rouquette et Eugène Moret.

La Pace en colère, feuille satirique illustrée. Pas une ligne de rédaction. N'a paru qu'une fois.

L'Autographe, récit des événements de 1870-1871; l'histoire contemporaine à coups d'autographes. Rédacteur : Alfred d'Aunay.

Folie-Grappe, paraissant tous les dimanches, genre de *Paris-Caprice*, moins l'ampleur du format; illustré par Nino. Ne paraît plus.

Paris-Rural, revue de la ville et des champs; journal-brochure imité du *Rural*. A cessé de paraître.

Le Scandale, organe du tiers parti; illustré sur la couverture seulement; rédacteur, Morel. Ne paraît plus.

Le Conservateur, journal financier; rédacteur en chef, E. Muraour. A cessé de paraître au mois d'octobre.

L'Ordre, politique, quotidien, grand format; rédacteur en chef, Clément Duvernois.

La France nouvelle, journal politique quotidien; rédacteur en chef, M. Adrien de Riancey.

La Gazette de Paris, politique quotidien, publié sous la direction et l'inspiration de M. Arsène Houssaye.

La Municipalité, organe des libertés communales, petit format, petit succès; rédacteur en chef, Yves Guyot.

Bulletin de la réunion des officiers, paraissant tous les samedis. Non politique, ne contient que des notices et des traductions émanant de la plume des officiers de l'armée. Gérant civil : Désiré Lacroix. Les deux premiers numéros ont été autographiés.

Revue comique, illustrée, dirigée par Bertall. Le premier numéro contient une ravissante caricature de Cham : deux communiens déguenillés, enhaillonés, hideux à voir, se racontent leurs impressions du passé. « Il était temps qu'a finisse, la Commune ! » s'écrie l'un de ces mégères; tous les jours dîner chez les ministres, ça me fatiguait l'estomac.

Le Radical, politique, quotidien, grand format. Directeur : Jules Motu (dit l'ennemi de Dieu).

Le Commerce, organe des intérêts généraux. Un numéro par semaine.

La Crécelle, journal littéraire, théâtre et industrie, genre et format du *Tintamarre* (mort au 9^e arr.). Était rédigée par M. Muraour, un homme d'esprit, pourtant !

Le Républicain, politique quotidien. Petit format. Directeur : Grégory Ganesco.

L'Indicateur maritime universel, l'indicateur des chemins de fer, appliqué aux transports par mer.

L'Agence financière, journal d'affaires et de bourse. Directeur : Henri Bourbon (n'est pas parent des Bourbons).

Le Journal des Autographes, feuille hebdomadaire consacrée aux révélations de la graphologie. Rédacteur : Jean Hippolyte.

Revue illustrée, journal des événements de la semaine.

La République française, journal politique quotidien, publié sous les auspices de Gambetta.

La République du Père Thomas, causes familiales. A cessé de paraître.

Le XIX^e Siècle, journal quotidien, politique et littéraire. Une scission du *Siècle*. Rédacteur en chef : Gustave Chadenet.

Le Bulletin des Emplois vacants, journal des patrons et des employés.

Les Feuilletons illustrés, journal purement littéraire. Romans et récits de voyage.

La Probité financière; rédacteur en chef : Th. Puech.

Les Annonces quotidiennes, indications, renseignements et annonces. Tous les jours.

Journal des Jeux et des Joueurs; illustré. N'a eu qu'un numéro.

Frou-Frou, journal du high life, chronique de la vie élégante. Directeur : Frédéric Fort.

Le Journal illustré, journal pour la semaine. Pas de politique. (Mort à la fleur de l'âge.)

Le Renseignement universel, journal de faits et d'annonces.

Le Courrier de France, quotidien, politique et littéraire. Rédacteur en chef : Robert Mitchell.

Le Globe, journal des intérêts économiques et politiques. Directeur-gérant : Ad. Coste.

Le Succès illustré, album dramatique.

Revue de la Mode, gazette de la famille; paraît tous les dimanches.

Le frère Philippe, supérieur général des frères des écoles chrétiennes, a reçu du docteur Ricord, qui a eu une si grande part dans la direction de nos ambulances pendant le siège, la lettre suivante, que nous nous empressons de reproduire :

Très honoré frère supérieur,

Vous voulez désarmes tranquilles, après tant de fatigues et après avoir couru tant de dangers. Vous et les bons frères de vos communautés, vous êtes enfin rendus à votre vie calme et toute de charité.

Vous avez retrouvé vos enfants, les enfants du peuple, que vous instruisiez si patiemment. Allez, continuez votre belle mission, vous ne ferez pas toujours des ingrats; beaucoup se souviendront que vous leur avez appris la première lettre, le premier mot correct et honnête de leur langue, et la première prière qu'ils doivent adresser à Dieu !

A vous toujours.

Paris, 1^{er} janvier 1872. RICORD.

HOMMES ET CHOSES

Elle est finie cette année 1871. — l'année terrible ! — et pourtant quand celle de 1870 a été terminée, on ne croyait pas qu'elle pourrait être surpassée en désastres !

Les vieillards de quatre-vingt-dix ans — il en reste — se rappellent avoir vu 93, les charrettes de condamnés passant sous leurs fenêtres, les noyades, les furies de la guillotine, ivres de vin, la folie aux bras nus rouges de sang, — et, cette fois, ils ont vu toutes ces choses effroyables, accomplies par des pantins affublés d'oripeaux et de plumets, ivres aussi, sexes mêlés dans l'abominable tourmente, et couronnant ces saturnales du pouvoir par l'incendie de Paris.

Ce n'est pas d'hier que le grand coup était monté. Au lendemain de juin 48, les vaincus disaient : — La première fois, nous mettrons le feu aux quatre coins de Paris. Ils l'ont fait, trop tard heureusement : ils comptaient vaincre.

Les stupides généraux qui les commandaient le leur disaient chaque jour. Ce Rosset, dont à une autre époque le cadavre eût été traîné sur la claie, essayait de stimuler ce qu'il avait l'impudence d'appeler leur héroïsme, en leur disant qu'ils étaient des soldats et que notre brave armée était un ramassis d'assassins !

Et il y des lois sur la presse ! Et ces lois tolèrent qu'on prononce même une parole de pitié pour un être aussi dégradé, qu'on exalte « les vertus » de ce traître... O sens moral, où te débroues-tu ?

Voici que tous ces gnomes de la révolte, que tous ces criminels en rupture de ban, que tous ces électeurs inscrits par fraude et sans droits sur le livre de la grande famille politique, relèvent leurs fronts audacieux et sanctifient cette mémoire de mauvais aloi.

L'élection du 7 janvier — tous les bons citoyens en ont peur — sera le digne complément de l'année terrible. On verra s'élever à son sommet l'homme qui représente l'esprit de la Commune, bien qu'il se fût enfui à Bruxelles, effrayé de l'aurore sanglante de ce gouvernement de scélérats, froissés aussi qu'on ne l'en eût point nommé le président.

Il arrive ! Et, derrière lui, la tourbe ignoble; car, avec son mandat, contractuel ou impératif, s'il est forcé d'obéir, eux aussi sont forcés de marcher s'il le leur ordonne.

Parisiens, mes frères, rien n'est tranquille; ne dormez pas !

L'Académie, après une gestation laborieuse, a fait éclore, en très peu de temps et en cinq mouvements, quatre académiciens de la plus belle eau.

Il y avait huit absents au vote, et certaines présences inexplicables. Sur les quatre élus, il y a deux illustres inconnus. C'est assez dans les usages, afin de ne pas décourager les autres.

Tout le monde se demande ce que c'est que M. de Loménie. On ne connaît guère de ce nom que le cardinal de Brienne qui fut un assez mauvais ministre de Louis XVI, eut le courage de renvoyer sa barrette au pape qui l'avait accusé d'hérésie, et mourut d'apoplexie dans la prison où l'avait enfermé la Convention.

Quand à M. Camille Roussel, jamais, jamais, personne n'avait entendu prononcer ce nom. Il semble sortir d'un double fond pratiqué dans l'urne du scrutin pour l'embousade de la littérature. Je gager

neuf qui ont accaparé les acheteurs. Les suites de la guerre!

Le citoyen Gagne nous adresse, ce matin, la longue série de ses observations poétiques. Son grand poème didactique, *l'Unité*, comprend à lui seul environ 20,000 vers. C'est l'œuvre par laquelle ce génie méconnu espère un jour passer à la postérité, et nous croyons être agréables à nos lecteurs en leur en donnant un échantillon pris au hasard :

ACTE VINGT ET UNIÈME

SCÈNE PREMIÈRE

Peuples et rois, je suis la concubine;
Fille de la nature et du siècle en pépie,
Des langes de douze ans de passions
Qui faisaient dans mon cœur d'après éruptions,
Je prenais pour mari le plus laid être d'homme,
Qui de ses saints amours était très économe.
Et qui ne voulait pas, dans ses transports jaloux,
Me permettre un regard sur d'autres époux!
Tout cela m'ennuyait; or, une nuit d'orage,
Je lui coupai la tête et j'en fis mon potage.
Etc., etc.

On sait qu'après le 4 septembre la préfecture de police était chaque jour assiégée par une collection de voyous, qui devaient jouer plus tard un rôle sinistre dans les événements de la Commune. Un jour se présente à la préfecture une façon d'hercule, portant bottes molles, ceinture rouge, chapeau tyrolien à larges bords, un véritable capitaine Fracasse. C'était le citoyen Perdreau, un des orateurs aimés des clubs d'alors. Un huissier en habit le reçoit.

— Où est le citoyen Dubost, secrétaire général? demande le clubiste.

— Monsieur n'y est pas, répond en hésitant l'appariteur.

— De quoi y est pas? reprend Perdreau avec vivacité; tu l'as encore chez Badingue! allons, foncez-y dans la patte, et dis-y que c'est le citoyen Perdreau!

Inutile d'ajouter qu'il a été reçu.

Il était question des trois Jules : MM. Favre, Ferry et Simon.

L'énigme de leur politique n'est pas difficile à deviner; ce ne sont pas des sphinx, et cependant ils sont de *Memnon*.

DON SPAYEN.

LES TRIBUNAUX

COUR D'ASSISES DE LA SEINE

Présidence de M. Thévenin

Audience du 29 décembre.

LES GARDIENS DU PALAIS DE JUSTICE. — IMMISSION DANS DES FONCTIONS PUBLIQUES. — FILTRAGE EN RÉUNION OU BANDE ET PORCE OUVRETE.

Trois accusés ont été jugés. Les quatre qui comparaissent devant le jury déclarent se nommer :

- 1° Charles-Louis-Vincent Bouquémont, passementier, rue Saint-Denis, 349;
- 2° Claudine Dailion, femme Bouquémont, couturière à Paris, rue Saint-Denis, 349;
- 3° François Simonne, garçon au palais de justice, y demeurant;
- 4° Thérèse-Adelaide Larnotte, femme Simonne, sans profession, demeurant au palais de justice.

Lorsque l'insurrection du 18 mars éclata, le brigadier Gallay, chef des gardes au palais de justice, continua de remplir ses fonctions, et pendant plusieurs semaines, il ne fut pas inquiété; mais, le 14 mai, il fut obligé de fuir. Sa femme, arrêtée le même jour, ne recouvra sa liberté que lors de l'entrée des troupes à Paris.

Les époux Gallay occupaient un logement dans les dépendances du palais de justice. Un individu, nommé Barral, qui prenait le titre de juge d'instruction, ordonna une perquisition à leur domicile.

Le lieutenant Gratton, de la 3^e compagnie du 92^e bataillon, l'opéra de concert avec son sergent-fourrier et les deux gardes, Cutin et Bongomont. Ils s'emparèrent de tous les objets précieux : argent, bijoux, armoire, décorations, coupes, obligations de la Ville de Paris et du Canal de Suez.

Simonne, gageuse au palais, guidait les recherches de Gratton et des autres fédérés. Après leur départ, il s'installa avec sa femme dans le logement des époux Gallay, et tous deux y vécurent publiquement en maîtres, usant des provisions du ménage, qu'ils y avaient trouvées. Simonne, usant même les fonctions de son ancien camarade à la Commune le nomma chef des gardes au palais. Malgré une notoriété qui semblait rendre inutile toute dénégation, les époux Simonne ont obstinément protesté de leur innocence.

L'instruction établit que Bouquémont et sa femme se sont associés aux actes relatés ci-dessus, et les époux Simonne, avant son arrestation, Bouquémont avait à la femme Gallay qu'il avait eu

sa part des provisions laissées par elle à son domicile. Un foulard et une serviette saisis chez la mère de Bouquémont ont été reconnus par la femme Gallay.

Il en a été de même d'une robe de soie, d'un châle, de boucles d'oreilles, d'une clef de montre et d'autres objets déposés originairement par Bouquémont et sa femme chez les époux Treich, et engagés plus tard en grande partie au mont de piété.

Après les interrogatoires des accusés et l'audition des témoins, qui ne présentent aucun intérêt, l'audience est suspendue à six heures.

Puis M. l'avocat général Merveilleux-Duvignaux soutient l'accusation.

M. Niboy, Barbier, Doumer et de Sal présentent la défense.

Après le résumé de M. le président, le jury entre à dix heures dans la chambre de ses délibérations.

À bout d'une demi-heure, il rentre en séance, et son président donne connaissance du verdict.

Simonne et les époux Bouquémont sont reconnus coupables sur tous les chefs d'accusation. Il y a en leur faveur des circonstances atténuantes.

En conséquence, la cour condamne Simonne à sept ans de réclusion; Bouquémont à cinq ans de prison; la femme Bouquémont à trois ans de prison, et chacun d'eux, en outre, à 200 fr. d'amende.

La femme Simonne est acquittée.

LES THÉÂTRES

Le Théâtre-Français va reprendre *Tartare* pour les lendemains de *Christiane*. Voici la distribution :

Frontin, MM. Got, Bressant, Turcaret, Barré, Prud'homme, Ruffe, Flamand, Mazouzier, M. Turcaret, Mmes Nathalie, M. Jacob, Jousseaume, M. Ponsin, M. Lise, Dinah Félix, La Baronne, Marie Royer.

MM. Henri Meilhac et Halévy travaillent en ce moment à une comédie en trois actes, intitulée *la Veuve*.

Voici la distribution de la *Dogaresse*, l'opéra-bouffe en répétition aux Bouffes-Parisiens :

Capsulo, MM. Désiré, Berthelier, Coromini, Guyot, Popozano, Mmes Thieret, Zoroli, Peschard, Giacomini, Bonelli, Gardinella, Debrun.

Presque tous les chroniqueurs de théâtre ont reçu la dépêche suivante :

Saint-Petersbourg, 27 décembre. La Lucca a chanté hier *Mignon*. Fiasco complet.

La Lucca, bien qu'assez populaire à Saint-Petersbourg, n'a pu sauver la pièce.

On sait que la Lucca est une cantatrice de Berlin, grande amie du roi de Prusse.

Il paraît que cette dépêche-circulaire est absolument fautive. Une lettre envoyée par le directeur Merelli à M. Heugel, l'éditeur de *Mignon*, constate au contraire le très grand succès obtenu par l'ouvrage et la cantatrice, qui n'a pas été rappelée moins de vingt fois.

Nous soupçonnons une célèbre cantatrice qui chante en ce moment en Russie, de ne pas être absolument étrangère à ces petites notes qui, sous forme de renseignements donnés aux journalistes, sont autant de réclames gratuites qu'elle fait insérer avec beaucoup d'habileté.

Nous nous déferons à l'avenir des missions écrites sur papier rose, qui nous viendront de la Russie.

Le Cirque d'hiver donnera mercredi 3 janvier, à l'occasion des fêtes du nouvel an, une grande matinée enfantine à deux heures.

Les deux frères indiens paraîtront dans cette représentation.

Plusieurs artistes des Variétés, parmi lesquels M. Lestour, vont aller donner des représentations au Casino de Monaco.

Une circulaire vient de nous être envoyée, qui nous rassure complètement à cet égard. La Société Bourgault-Ducoudray existe toujours, et les répétitions vont recommencer incessamment.

Nous pourrions donc assister bientôt à l'exécution des oratorios des grands maîtres, auxquels s'est consacrée cette réunion d'amateurs, dirigée par M. Bourgault-Ducoudray avec tant d'autorité.

Mas; les instruments à vent, par MM. Tafanet, Lallier, Grizez, Mohr et E-paignet.

Mmes Massart, Szarvady, Viguière, M. Lubbeck, Ritter et Duvernoy apporteront à la Société le concours de leurs talents.

Les concerts du Casino, dirigés par M. Constantin, sont de plus en plus suivis. Le samedi, des chœurs d'hommes viennent y ajouter un nouvel attrait. C'est ainsi que nous avons entendu samedi dernier l'*Hymne à la nuit* de Rameau, et le chœur des chasseurs du *Songe d'une nuit d'été* d'Ambroise Thomas, exécutés d'une façon tout à fait remarquable.

Parmi les morceaux d'orchestre qui ont obtenu le plus de succès, citons une fantaisie sur le *Pré aux Clercs*, et une méditation pour violon, violoncelle, cor et harpe, de M. Deslandes, qui a mis en évidence le talent des instrumentistes chargés des soli.

La composition intelligente des programmes, le soin qui précède à l'exécution des morceaux, font le plus grand honneur à M. Constantin, le chef d'orchestre des concerts du Casino.

Nous disions, dans une de nos dernières chroniques, que l'éditeur du *Roi Carotte* faisait graver la partition du *maestro* Offenbach sur les planches d'étain de l'opéra du jeune compositeur, dont le succès n'avait pas couronné les efforts. Nous recevons à ce sujet la lettre suivante :

Paris, 30 décembre 1871.

Cher monsieur Jannus,

La partition du *Roi Carotte* est gravée sur des planches neuves de Tolède.

Rassurez donc le jeune compositeur, et dites-lui que son opéra, en attendant un théâtre lyrique, repose à côté des *Trois d'Henri* de Berlioz, de la *Reine de Saba* de Charles Gounod, et du *Dernier jour de Pompei* de Victorin Joncières.

Tout à vous, CHOUDEURS.

Nous nous étions, il y a quelques jours, de ne plus entendre parler de la Société Bourgault-Ducoudray.

Une circulaire vient de nous être envoyée, qui nous rassure complètement à cet égard. La Société Bourgault-Ducoudray existe toujours, et les répétitions vont recommencer incessamment.

Nous pourrions donc assister bientôt à l'exécution des oratorios des grands maîtres, auxquels s'est consacrée cette réunion d'amateurs, dirigée par M. Bourgault-Ducoudray avec tant d'autorité.

Jannus.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 2 janvier 1872.

Céréales

Le marché est encore sans grande activité et sans grande animation.

Les prix restent en baisse.

Farines de consommation

Affaires nulles par continuation.

Marques hors ligne, 84 » à 85 » — Choix, 84 » à 85 » — Marquage D, 84 » à 85 » — Bonnes marques, 81 » à 83 » — Sortes courantes et ordin., 77 » à 80 ».

Farine de commerce

Les farines sont en hausse.

Farines huit marques.

Dispon. cour. du mois, 84, 25 — 2 prochains, 84, 75 — 4 premiers, 84 » — Mars et avril, 85, 25.

Farines supérieures

Dispon. cour. du mois, 80 » — 2 prochains, 81 » — 4 premiers, 81 » — Mars et avril, 82, 75.

Huiles

Nous retrouvons les huiles de colza avec de la fermeté sur les cours, mais les affaires sont encore très restreintes.

Dispon. cour. du mois, 108 » — prochain, 108 » — 4 premiers, 108 » — 4 d'été, 108 » — 4 derniers, 105 ».

L'huile de lin reste également ferme.

Dispon. cour. du mois, 95 » — 4 premiers, 95 » — 4 d'été, 95 » — 4 derniers, 95 ».

Bonne tenue.

Dispon. 54, 75 — courant, 54 » — 4 premiers, 57 » — 4 d'été, 61 » — 4 derniers, 57 ».

Cours fermes.

Le directeur politique général : LÉONCE DÉTROTAT.

Opérations dentaires rendues insensibles par l'usage de NATAL, succès constaté par la Faculté de médecine. Pièces dentaires les seules ayant obtenu une mention honorable du corps médical. D^r MARCUS HERMAN, rue Myrbeur, 4.

LE CRÉDIT LYONNAIS, 6, boulevard des Capucines, bonifie les taux d'intérêt ci-après : Dépôts à 3 mois, 3 0/0 — à 6 mois, 4 0/0 — à 9 mois, 5 0/0 — à 1 an et au-dessus, 5 0/0. Il délivre des chèques sur LYON — MARSEILLE — LONDRES.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

ÉTUDE de M^e BENOIST, avoué à Paris, avenue Napoléon, 8.

ADJUDICATION au palais de justice, à Paris, le samedi 20 janvier 1872, à 2 heures, en 7 lots, de :

1 MAISON NEUVES À PARIS

2 Rue Neuve-Saint-Augustin, n° 22. Produit, y compris les locaux non loués, 104,300 fr.

Mise à prix, 1,500,000 fr.

2 Rue Condorcet, n° 50. Produit, y compris les locaux non loués, 36,970 fr.

Mise à prix, 200,000 fr.

2 HOTELS avec JARDIN TERNES, rue Laugier, n° 44, villa Anblot.

Mises à prix baissées :

1° Non loué, 20,000 fr.

2° Produit, 2,000 fr.

2 TERRAINS avec CONSTRUCTIONS, même villa.

Mises à prix baissées :

1° Non loué, 12,000 fr.

2° Produit, 10,000 fr.

TERRAIN BOULOGNE (Seine), Parc à l'angle des rues de la Tourne et de Guttemberg.

Contenance : 1,197 mètres environ.

Mise à prix baissée : 15,000 fr.

Des plans sont annexés à l'enchère.

S'adresser : audit M^e Benoist, à M^e Lacomette et à M^e Nottin, avoués à Paris; à M^e Copin, syndic, rue Guénégaud, n° 17; à M^e Robert, notaire à Paris.

ÉTUDE de M^e ROUSSEAU, avoué à Paris, rue Dauphine.

VENTE au palais de justice à Paris, le samedi 13 janvier 1872, à 2 heures, d'une

MAISON n° 18 arrondissement, à Paris.

Contenance, 233 mètres 25 cent. environ.

Revenu brut, 70,000 fr.

Mise à prix, 700,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : 1° à M^e Rousseau, avoué poursuivant, rue de la Paix, 10; 2° à M^e Huet, rue de la Paix, 42; 3° à M^e Delesclaux, avoué, 18, quai de la Mégisserie; 4° à M^e Aubron, notaire, rue de Rivoli, 47.

ÉTUDE de M^e FOUSSIER, avoué à Paris, rue de Rougemont, 4.

VENTE au palais de justice, à Paris, le samedi 20 janvier 1872, à 2 heures, d'une

MAISON n° 18 arrondissement, à Paris.

Contenance, 233 mètres 25 cent. environ.

Revenu brut, 70,000 fr.

Mise à prix, 700,000 fr.

S'adresser, à Paris, à M^e Fossier et à M^e Husson, avoués.

ÉTUDES de M^e Charles LE BRUN, avoué à Paris, rue de la Paix, n° 3 et de M^e Paul MERCIER, avoué à Paris, rue du Sentier, 33.

VENTE au palais de justice, à Paris, le mercredi 17 janvier 1872, à 2 heures, en 3 lots qui pourront être réunis :

1° Grande propriété à PARIS-BAS, GRANDE PROPRIÉTÉ TIGNOLLES, rue Latale, n° 21, près de l'avenue de Saint-Ouen et comprenant bâtiments d'habitation, cour et jardin.

1^{er} lot. Contenance 157 mèt. Mise à prix, 15,000 fr.

2^e lot. — 520 mèt. Mise à prix, 10,000 fr.

3^e lot. — 551 mèt. Mise à prix, 11,000 fr.

AVIS AUX ACTIONNAIRES.

CRÉDIT FONCIER SUISSE

Le paiement du coupon du 1^{er} novembre 1871 des obligations 5 0/0 se fera à partir du 1^{er} février prochain :

A Paris, 10, place Vendôme;

A Genève, 23, rue du Rhône;

A Marseille, à la Société marseillaise;

A Bern, chez MM. Von Graffenried et C^o;

A Annas, à la Banque cantonale.

Le conseil d'administration informe en outre les porteurs d'actions que l'assemblée générale des actionnaires aura lieu dans le courant de février. La date en sera ultérieurement indiquée. L'assemblée générale aura à fixer l'époque de paiement des coupons échus sur les actions et le dividende à distribuer pour l'exercice 1871.

OTTOMANS. — LOMBARDS

RENTES AUTRICHIENNES. — RENTES ESPAGNOLES.

Valués d'après le cours du jour, et payables à l'échéance de janvier 1872.

Office du Comptant, 1, rue Saint-Georges.

COUPONS DE JANVIER 1872

de la Rente italienne 5 0/0, de la Dette turque 5 0/0, des Rentes espagnoles 5 0/0, sont payés à présentation, ainsi que ceux des rentes, actions et obligations françaises et étrangères.

BANQUE H. HUGUET (5^e année), 32, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

J. TOURNIER & C^{ie}

Banquiers, 66, rue Taibout

Opérations générales de BOURSE, de BANQUE et d'ASSURANCE.

LA SOCIÉTÉ DU

COMPTOIR DE PARIS

TRAVAUX INDUSTRIELS — FINANCES

23, rue Grange-Batelière, 23

exécute tous travaux, reçoit en dépôt et compte courants et ouvre des comptes de chèques.

EMPRUNT DE LA VILLE DE PARIS

TIRAGE DE JANVIER 1872

Pour participer à ce tirage, le versement de 50 fr. est obligatoire.

Le Comptoir financier de la Seine, n° 64, rue de Rennes, fait l'avance de ce versement au taux de la Banque de France.

DETTE D'ESPAGNE

Paiement immédiat des Coupons

SANS DÉPÔT DE TIRES

30, rue Vivienne

CHEZ RAPHAËL SOSSA & C^{ie}

Achat et Vente de titres publics.

Encaissement de tous coupons.

GRAND HOTEL,

12, BOULEVARD DES CAPUCINES, PARIS.

20 CHAMBRES ET SALONS.

ENTRÉE AUX FÊTES GRAND COMPTANT, DEPUIS 5 FR. PAR JOUR.

TABLE D'HÔTE.

Déjeuner à 4 fr., vin compris.

Dîner à 6 fr., vin compris.

Déjeuner et Dîner à la carte.

ABONNEMENTS À PRIX FIXE.

Comprendant le logement, le chauffage, l'éclairage et la nourriture.

DEPUIS 20 FR. PAR JOUR.

EXPOSITION UNIVERSELLE 1867.

Exposition du Havre, 1868.

EAU DES FÈES

TRISTE PRODIGE POUR LES CHEVEUX ET LA BARBE.

Wien à craie, dans l'emploi de cette Eau merveilleuse s'est faite la propagatrice.

Entrepreneur général, Paris. Dépôt chez les principaux coiffeurs et parfumeurs.

43, RUE RICHER

E. LYON Changeur, 60, rue Lafayette, Paris.

Rente autrichienne convertie et obligation Lombards avec plus forte prime que ce soit.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS

ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (3^e année), paraît le jeudi. Seize pages de texte; 6 fr. par an en mandat ou timb.-poste au D^r St-Augustin.

GRATIS — 1872 — GRATIS

ALMANACH FINANCIER

Guide du Rentier